

# Les 100 voix

A diagonal brown bar with a slight gradient, crossing the text '100' from the bottom-left to the top-right. The bar is semi-transparent, allowing the text underneath to be visible.



# À l'écoute des «100 voix»

**À** quelques mois des élections européennes, fédérales, communautaires, régionales et communales, nos étudiant.es ont été invités à réfléchir à la façon dont le journalisme pouvait s'emparer du thème des «extrêmes politiques». Ils et elles ont choisi d'aller à la rencontre de personnes qui se retrouvent, par choix ou non, dans des situations de retrait, de défiance, de remise en question de notre société et de son fonctionnement. Celles-ci ne sont pas nécessairement tentées par des votes extrémistes – que du contraire, parfois! Mais elles se trouvent dans des zones de basculement possible, où la colère, la peur et l'incompréhension peuvent finir par nourrir les fractures sociales.

Ces jeunes photographes, journalistes, auteurs et autrices nous invitent dans les manifs des Vieux en colère ou les opérations secrètes des activistes de Code Rouge. Ils nous parlent du féminisme radical et du véganisme militant. Du sentiment d'être invisible, exprimé par un groupe de PMR ou par des réfugiés syriens et palestiniens. De familles qui quittent le système scolaire, de religieuses qui se retirent du monde ou d'élèves inscrits au cours «de rien». De textes écrits dans le magazine d'un parti politique d'extrême gauche ou de ceux qu'on écrit sur les murs. D'une femme sans abri et d'un couple d'agriculteurs. Des indépendant.es fâchés avec les plans de mobilité ou d'un cercle d'hommes qui s'accroche au monde d'avant. D'une amitié interdite entre un ancien prisonnier et un gardien de prison.

Ce mook est le fruit de plusieurs mois de travail, réalisé au cours de l'année académique 2023-2023 par des étudiants de master 2, en journalisme et en langues et littératures françaises et romanes (finalité «écritures et littératures»). L'atelier de photographie était encadré par Gaël Turine, l'atelier «portraits» par Laurence Brogniez (ULB) et celui consacré au journalisme narratif par Céline Gautier (Médor).

Félicitations à Louis Borms, Maud Carlier d'Odeigne, Lisa Crispi, Camille Djouomou, Jeanne Hoste, Alexandre Huwart, Solène Jaillais, Cham Latch, Valentine Libert, Lila Maitre, Jeanne Pastre, Nicolas Preumont, Romain Sciacca, Clotilde Vallée et Aurore Wion.

# Sommaire

- p.4 **Une amitié interdite**  
Par Maud Carlier d'Odeigne
- p.8 **La voix des espèces**  
**Défendre ceux qui ne parlent pas**  
Par Camille Djoumou
- p.12 **Les Sœurs Bénédictines**  
**Un lien entre ciel et terre**  
Par Jeanne Hoste
- p.18 **Voitures à Bruxelles**  
**Des tours et des détours**  
Par Solène Jaillais
- p.22 **Quand les murs**  
**font entendre leurs voix**  
Par Nicolas Preumont
- p.26 **Enseignement à domicile**  
**Quand la classe franchit le salon**  
Par Louis Borms
- p.30 **Vieux, solidaires et en colère**  
Par Romain Sciacca
- p.36 **Qu'ils écoutent ces**  
**personnes vulnérables**  
Par Cham Latch

<b>Parti pris</b> <b>Un journalisme engagé</b> Par Alexandre Huwart	<b>IX</b>	p.40
<b>Élever la voix. Marjorie, une féministe au service de toutes les femmes</b> Par Valentine Libert	<b>X</b>	p.43
<b>« Ce parcours, il va me fortifier »</b> <b>Le quotidien d'une femme sans-abri</b> Par Aurore Wion	<b>XI</b>	p.46
<b>Désobéissance civile</b> <b>Viser le bien-être de ses activistes</b> Par Lila Maitre	<b>XII</b>	p.52
<b>J'apprends, donc je vote</b> Par Lisa Crispi	<b>XIII</b>	p.58
<b>Un sanctuaire masculin</b> Par Clotilde Vallée	<b>XIV</b>	p.62
<b>Poids Carcasse</b> <b>Rencontre avec les Marion, couple d'éleveurs bovins</b> Par Jeanne Pastre	<b>XV</b>	p.66
<b>Biographies</b>		p.72

# Une amitié interdite

*Alors que Gaston purge sa peine à Lantin, Paul surveille les détenus de Forest. Ils se rencontrent après la libération de Gaston mais ils n'ont pas le droit de se fréquenter.*

*Hors de la prison, les contacts entre le personnel carcéral et les ex-détenus sont proscrits.*

Par Maud Carlier d'Odeigne

L'odeur du foin se mélange à celle du café. Martine<sup>1</sup>, doyenne de la ferme, termine de nourrir les chevaux. Elle rejoint ensuite sa cuisine pour un expresso matinal avec Paul et Gaston. La ferme, un habitat groupé liégeois. Lieu de ralliement où les écuries jouxtent les habitations. Paul y vit depuis neuf ans. Gaston vient régulièrement donner un coup de main. Ce matin-là, cet expresso-là, il est prohibé. Le règlement général des prisons, fruit de

l'autorité pénitentiaire fédérale – la Direction générale des établissements pénitentiaires (DGEPI) – interdit en effet les contacts entre le personnel carcéral et les ex-détenus, en dehors du cadre professionnel de la prison. Les agents doivent garantir l'ordre, la discipline et la « *bonne distance professionnelle* », explique Delphine Pouppez, anthropologue qui s'intéresse aux mutations du modèle carcéral belge et à ses effets relationnels sur le terrain. Cette

---

<sup>1</sup> À la demande d'une source, l'ensemble des prénoms sont d'emprunt.

bonne distance serait mise en péril par une trop grande proximité entre le personnel et les détenus. La chercheuse poursuit : « Vu le taux de récidive, il y a toujours cette idée que, si l'ex-détenu revient, il ne faudrait pas qu'il soit proche des agents. ». En Belgique, le taux de récidive tourne depuis plusieurs années autour de 60%. C'est-à-dire que plus d'un ex-détenu sur deux retourne un jour derrière les barreaux.

### Père en prison

Maison d'arrêt de Lantin, 2000. Une jeune assistante sociale interroge Gaston.

- Vous avez des enfants ?

- Oui.

- Et vous pensez que c'est bien pour vos enfants, que vous soyez en prison ?

- ...

Gaston, excédé par les questions, lance finalement : « Vous avez quel âge ? » Puis il s'enferme dans un mutisme complet. L'assistante sociale se résout alors à ne plus recevoir le détenu en rendez-vous. L'homme n'ouvre pas la bouche ni ne quitte sa cellule pendant les six premiers mois de sa détention. Il accuse le coup. « La prison, c'était de ma faute, je la méritais », dit-il aujourd'hui.

Gaston a 32 ans lorsqu'il se bat violemment avec un copain. Ce dernier vient de lever la main sur la mère de son quatrième enfant. « Je ne me suis pas arrêté. » Après la bagarre, le couple panique et abandonne le copain dans un coma qui laissera de graves séquelles. Le lendemain, la police frappe à la porte de Gaston : « Je leur ai ouvert, j'avais la petite dans les bras. » La mère est libérée après treize mois de préventive. Lui passe aux assises et prend dix ans. Et Suzanne, le bébé, vit chez sa grand-mère.

Surpeuplée, la prison de Lantin est dans un état déplorable. A son arrivée, tous les carreaux de la cellule de Gaston sont cassés. « Normalement, on n'avait pas le droit de se mettre sous les couvertures la journée, sauf à l'heure de la sieste, entre midi et deux. Mais les matons nous laissaient, parce qu'on avait froid. » De six mètres sur quatre, la cellule est carrelée, équipée d'un lit superposé, d'un petit bureau, et d'une toilette sans porte. « La

nuit, les cafards se baladaient sur les murs. » La douche, c'est deux fois par semaine. Gaston n'a pas envie de faire la conversation, il veut être seul. Mais aucune cellule « solo » n'est disponible. Il demande de pouvoir s'isoler au cachot : une cellule de punition, sans fenêtre ni mobilier, uniquement un seau et un bloc de béton sur lequel est déposé un matelas. Après son passage – exemplaire – au cachot, Gaston se voit attribuer la cellule demandée.

Lors de son incarcération, le détenu se bat trois ans pour enfin parvenir à revoir sa cadette, Suzanne, qui était née d'une relation extraconjugale. Par ailleurs, il maintient une bonne relation avec son ex-femme qui vient lui rendre une visite mensuelle avec ses trois aînés. Il leur écrit régulièrement et attend leur courrier impatientement. « Si je n'avais pas eu d'enfants, j'aurais peut-être mieux accepté la prison », souffle-t-il.

### Pari sur la récidive

« J'ai pas fait l'examen pour être gardien de prison, je l'ai fait parce que j'accompagnais deux amis qui voulaient le passer. Et je me suis dit que j'allais pas rester devant en attendant. » Paul réussit l'examen du personnel carcéral par hasard. En 2005, il a la trentaine lorsqu'il est quelques jours au chômage ; il décide de postuler pour devenir agent pénitentiaire. Si des hommes sont en prison, c'est qu'ils l'ont bien mérité : c'est avec cette pensée que Paul entame sa carrière à la maison d'arrêt de Forest, à Bruxelles. Quelques années de pratique plus tard, il est le moteur de grèves pour l'amélioration des conditions de vie des détenus. Il est aussi persuadé que la majeure partie d'entre eux ne devrait pas être privée de liberté. Selon le gardien, dans de nombreux cas, le contexte « inhumain » de la détention est disproportionné par rapport aux dommages que les détenus ont causés. En mars 2023, Vincent Van Quickenborne, alors ministre de la Justice, déclarait à propos du lieu de travail de Paul : « Forest, c'est le Moyen-Âge. Quand on traite les gens comme des animaux en prison, ce sont des animaux qui en sortent. »

Faisant partie du Service public fédéral Justice, la DGEPI chapeaute l'ensemble des prisons belges. Ces dernières sont des organismes publics et les agents pénitentiaires sont des fonctionnaires d'Etat. Dans ce cadre, les détenus et les gardiens peuvent être transférés d'une prison à l'autre. C'est pourquoi la règle interdisant le contact entre un ex-détenu et un membre du personnel carcéral s'applique à Paul et Gaston, même si le premier travaillait à Forest quand l'autre était incarcéré à Lantin.

Valérie Callebaut est porte-parole de la DGEPI. Elle abonde: ces contacts sont interdits en dehors de la prison pour des raisons de «*professionnalité*». C'est la «*bonne distance professionnelle*» dont parle aussi Delphine Pouppez. A la question: est-ce que cette interdiction est un pari sur la récidive? La porte-parole de la DGEPI élude nerveusement: «*C'est comme pour les architectes et les médecins, il y a un code de déontologie.*»

### Relations humaines

Un matin, un gardien sauve Gaston de l'ennui dans lequel son mutisme l'enferme depuis six mois: «*Je vois que ça ne va pas, tu veux travailler?*» Après quelques postes de «*servant*» –

le moins de temps possible en cellule, il est en cuisine de 6h30 à 18h30 et, refusant son congé hebdomadaire, travaille sept jours sur sept. «*J'étais bien en cuisine. Les matons sont devenus mes amis. Après le service, je restais, on jouait belote. Deux détenus, deux matons. Ils me faisaient passer des cigarillos. Avec les gardiens, plus t'es discret, mieux c'est. Et moi je ne parlais pas.*» Les détenus et les gardiens se côtoient tellement qu'ils finissent quelquefois par bien s'entendre, se comprendre et nouer des relations.

### Fin du mutisme

Aller marcher en forêt. C'est la demande de Gaston au moment où il monte dans la voiture de sa mère. Dix années sont passées, il sort de Lantin. «*Il y a beaucoup de bruit en prison. Ça crie aux fenêtres. La nuit, il y a des yoyos qui font passer des choses d'une cellule à l'autre.*» L'homme aspire au calme et continue de se taire la majorité du temps. «*Quand on sort, on est un peu perdu, il n'y a pas de suivi. C'est difficile d'approcher quelqu'un et de lui parler. J'étais toujours dans la méfiance, j'avais appris ça en prison. Et j'avais peur que quelqu'un devine que j'étais un ex-détenu.*»

Pour pouvoir rester silencieux, Gaston sou-

**« On est en contact avec les détenus, toute la journée. Puis ils sortent, ils sont tout seuls, et là on ne peut plus avoir de contacts avec eux. C'est ridicule. »**

Paul, agent pénitentiaire

détenu qui sert à manger aux autres – Gaston est passé en maison de peine et a pu devenir cuisinier. Si les *maisons d'arrêt* sont théoriquement réservées aux détenus qui attendent leur procès, les maisons de peine accueillent les condamnés et offrent en général des conditions de vie moins difficiles que les maisons d'arrêt. Gaston passe

haite trouver une activité avec des animaux. Il s'engage dans une formation sur les métiers du cheval. Dans l'équipe pédagogique, il y a Martine. Gaston étant un élève appliqué, elle l'engage rapidement pour les chevaux de la ferme. L'ex-détenu y rencontre Paul, qui est indépendant dans le milieu équestre à côté

de son travail d'agent pénitentiaire. Les deux hommes sympathisent et Gaston commence à rendre régulièrement service à Paul. Gaston sait que Paul est gardien de prison ; Paul ne connaît pas le passé de Gaston.

Un jour, le duo discute avec une troisième personne qui mentionne la détention de Gaston. Paul et Gaston échangent un regard et se taisent. Plusieurs semaines après, l'ex-détenu revient vers son ami pour lui expliquer son histoire. L'amitié entre les deux hommes se renforce. Ils échangent sur l'institution pénitentiaire, sur ses défauts, sur les réformes à mener, sur le fait

qu'il y a autant de gentils que de méchants tant parmi les détenus que parmi les gardiens. Petit à petit, Gaston re-parle. De plus en plus, il est capable d'entrer en contact avec les différentes personnes qu'il côtoie via Paul.

Selon l'anthropologue Delphine Pouppez, il y a une « contradiction fondamentale » dans l'action de séparer les gens de la société afin de les y réinsérer. Au-delà de la privation de liberté, la prison est un lieu de privation rela-

tionnelle. Or « le lien est le moteur de la réinsertion. » La chercheuse affirme : « On pourrait alléger le travail de réinsertion si on évitait la case prison. » Tout en comprenant la peur de la récidive qui motive l'interdiction de contacts entre personnel carcéral et ex-détenus, Delphine Pouppez questionne cette interdiction : « C'est tout à fait utopiste d'interdire ces contacts. Dans les faits, ça se passe tout le temps et tout le monde le sait. La règle fait sens dans une approche disciplinaire, de bonne distance. Mais on pourrait aussi interroger cette "bonne distance". » Est-ce que des relations d'accompagnement ne pourraient pas se créer en prison et se poursuivre à l'extérieur ?

Pour Paul, l'interdiction empêche les ex-détenus de se reconstruire. « Quand on nous forme, on nous dit que notre rôle, c'est de soigner les détenus, leur donner à manger, tout ça. Et puis la réinsertion. Leur apprendre à lire, à écrire, à vivre. On est en contact avec eux toute la journée. Puis ils sortent, ils sont tout seuls, et là on ne peut plus avoir de contacts avec eux. C'est ridicule. » Le gardien voudrait pouvoir côtoyer des ex-détenus, « leur donner du travail pour qu'ils se sentent utiles, les faire se lever le matin, leur apprendre une discipline ».

Aujourd'hui, Gaston a un contrat de travail stable et il loue une maison. Suzanne a 23 ans ; elle est installée chez lui. Il a moins de fréquentations qu'avant la prison « mais au moins, ce sont des bonnes », précise-t-il. Paul explique : « Si je ne l'appelle pas pendant une semaine, c'est lui qui le fait et il me dit "Et quoi, on se voit ?" On passe du temps avec des gens qui ne sont pas au courant. C'est un homme normal. » Sorti il y a quatorze ans, Gaston a quand même toujours peur d'être discriminé : « Si je vais dans un café,

qu'une bagarre éclate et que je suis là, que je n'ai rien fait, si la police débarque et qu'elle contrôle tout le monde, il y aura tout de suite un jugement envers moi. Et si quelqu'un a le malheur de dire pour se couvrir que c'est moi qui ai commencé, voilà, je suis embarqué alors que je n'ai rien fait, juste à cause du pedigree. » Paul s'exclame finalement au sujet de son ami : « Jusqu'à quel moment c'est un ancien détenu ? A quel moment on peut se dire qu'il a payé sa dette ? A quel moment on va arrêter d'agir comme s'il allait récidiver ? » La cafetière est vide et les chevaux hennissent comme pour rappeler à Martine, Paul et Gaston qu'il est l'heure de quitter la cuisine.

## « On pourrait alléger le travail de réinsertion si on évitait la case prison. »

Delphine Pouppez,  
anthropologue

**La voix  
des espèces**

# **Défendre ceux qui ne parlent pas**

*Rencontre avec Matara, activiste  
végan antispéciste et coordinatrice  
du mouvement Xr Animal en  
Belgique. Portrait d'une nomade  
intersectionnelle.*

Par Camille Djoumou

Une nuit, une quarantaine de chasseurs sont postés devant la maison en briques de Matará<sup>1</sup>. Elle entend leurs cris et protestations dehors, le rouge lui monte aux joues. Mâchoire crispée, Matará prend une inspiration et ouvre la porte. Elle est prête à en découdre. Il est probable que la communication non-violente qu'elle pratique au quotidien ne serve pas ce soir.

Matará, 35 ans, est chimiste. Elle a consacré une grande partie de sa carrière en Belgique à l'enzymologie végétale<sup>2</sup>. On lui a offert des promotions, des opportunités difficiles à refuser ; pourtant, jamais elle ne s'est résolue à travailler sur l'enzymologie animale. Pour cause : elle est antispéciste. L'antispécisme rejette la hiérarchie entre les espèces et s'oppose donc à la maltraitance et à l'exploitation des espèces non-humaines.

Une « *claque de morale et d'éthique* » ; c'est l'effet d'*Earthlings*, le premier documentaire sur l'industrie animale que Matará a regardé, il y a dix ans. Depuis lors, elle est végan<sup>3</sup>.

Six ans après son changement de mode de vie, Matará se lance dans le militantisme. Elle le définit comme « *la production d'actions visant à orienter la société vers des comportements vertueux, bienveillants* ». C'est long, six ans. Matará vient d'un foyer dur, difficile. Rongée par une colère incendiaire toute sa vie, elle a dû apaiser sa flamme avant de pouvoir s'investir dans une organisation. Aujourd'hui, cela fait trois ans qu'elle est coordinatrice chez Xr animal, un mouvement d'actions de désobéissance civile non-violentes centrées sur la justice animale et climatique. La coordination, c'était une évidence. C'est ce que son esprit cartésien pouvait offrir de mieux au mouvement.

Xr Animal est une branche animaliste du mouvement écologique Extinction Rebellion. Elle a

pour ambition de remettre en cause les idéologies violentes à la racine d'un système qui provoque actuellement la première extermination des espèces. L'association appelle notamment les gouvernements de l'Union Européenne à mettre en place des mesures contraignantes à l'égard des industries de l'exploitation animale afin de mettre un terme à l'écocide en cours. De plus, elle demande aux gouvernements de réorienter les subventions actuellement accordées à ces industries, en les allouant plutôt à la création de systèmes résilients, tels que l'agriculture et l'alimentation végétales, et l'industrie textile sans exploitation (ni animale, ni humaine). Les méthodes pour faire entendre ses revendications sont diverses : grèves de la faim, lettres ouvertes et *sit-in* devant les cabinets de ministres, conférences, mise en scène des tortures animales quotidiennes, manifestations, etc.

**La figure de l'activiste végan inspire généralement de la méfiance, voire du mépris.**

La figure de l'activiste végan inspire généralement de la méfiance, voire du mépris. Le mouvement antispéciste est en effet souvent réduit à une hypersensibilité hystérique et envahissante, une colère émotionnelle qui frôle le ridicule. Le discrédit semble alors justifié,

<sup>1</sup> Le prénom a été modifié.

<sup>2</sup> Étude des enzymes végétales, substances organiques produites par des cellules vivantes, qui agissent comme catalyseurs dans les changements chimiques.

<sup>3</sup> Personne qui adopte un mode de vie ayant pour but de ne pas exploiter les espèces animales non-humaines.

de manière commode. Matara défie ces idées préconçues. Elle est presque intimidante avant de dévoiler son sourire doux-amer. Calme, la posture droite et fière, le regard perçant. Elle analyse tout et revendique l'importance de la logique et de la rationalité dans les luttes. Pour l'instant, la scientifique est sur la route.

Loin des chasseurs et de sa maison en briques rouges, Matara vit à présent dans un van aménagé. Elle fait le tour d'Europe en nomade avec son amoureux et la petite Lilou à l'arrière. Le paysage défile, Matara se livre : minimaliste, elle a quitté le système et se distancie, dit-elle, d'un « *capitalisme crasse* ». Matara déconstruit. Comme si chaque brique de sa petite maison avait servi à

en place machinalement une mèche de ses longs cheveux noirs. Le mouvement est exécuté rapidement et précisément par un bras musclé. « *La question est toujours : jusqu'où peut-on aller pour éviter ces actes violents ?* » Ses doigts tapotent le volant, Matara lève un sourcil. En tant que coordinatrice d'un mouvement de désobéissance civile non-violent, elle est habituée à ce débat, toujours ardent lors des prises de décisions.

« *J'ai une personne à ma charge, Lilou, je ne peux donc pas me permettre d'aller en prison. Et puis, de toute façon, dans ce contexte de répression policière, aller en prison n'a plus l'effet d'autrefois sur le public.* »

## « **Et quand on vit en marge de ce qui est considéré comme "normal", on peut être qualifié·es d'extrême.** »

Matara, activiste végétarien

l'édification de sa liberté-sur-roues. Matara déconstruit les notions de féminité, de maternité, les théories spécistes. « *Déconstruire, c'est essentiel dans une société malade. Quand on n'est pas d'accord avec les actions de la société, on vit en marge, aux extrémités de la courbe de Gauss.* »<sup>4</sup> Matara sourit légèrement et poursuit.

« *Et quand on vit en marge de ce qui est considéré comme "normal", on peut être qualifié·es d'extrême* », admet-elle, « *Mais justement, être vegan, c'est une non-action, c'est ne pas faire de mal. C'est ne pas cautionner des agissements qui sont, eux, d'une extrême violence.* » Une main sur le volant, de l'autre elle remet

Un léger pli se dessine au coin de ses lèvres. Un tatouage attire l'œil ; il monte le long de son cou. Matara ironise : « *Une écolo féministe tatouée végétarien, comme on l'imagine* ». Un préjugé commun décrit les nomades comme des personnes qui se laissent porter par le flot de la vie. Matara, elle, revendique le contrôle et la conscientisation constante de ses actions. Et de ses mots : écriture inclusive, féminisation des noms, vocabulaire antispéciste. Elle parle par exemple de la difficulté de défendre les personnes non-humaines, qui ne parlent pas. Une autre facette du langage décolonialisé. « *Je parle et j'écris beaucoup, il me paraît naturel de faire transparaître mes idées dans le langage même.* »

<sup>4</sup> Visuellement, schéma en forme de cloche.

## « Être végétarien, c'est une non-action, c'est ne pas faire de mal. C'est ne pas cautionner des agissements qui sont, eux, d'une extrême violence »

Matara, activiste végétarien

Parfois dans son van, Matara cherche d'autres horizons politiques. Si sa lutte est souvent incomprise et moquée par la société, les politiques, eux, diabolisent ses actions. Ils dépeignent les activistes antispécistes comme des éco-terroristes. Un ami de Matara a passé trois mois en prison. Il avait collé sa main à la vitre de protection d'une œuvre d'art, en protestation aux violences infligées aux autres espèces. « *Quand tu penses que des violeurs ne font pas de prison ferme, c'est dégoûtant. Ça dit beaucoup sur les priorités symboliques du gouvernement.* » Son calme se fissure. Lilou, seule à l'arrière, réagit au changement de ton.

Le paysage défile, et Matara fonce. Elle sait où elle doit aller, mais elle ignore si suffisamment de gens la suivront pour provoquer un changement du « *système oppressif global* ». C'est une meneuse, une locomotive. Pourtant, elle doute souvent de l'utilité de tous ses efforts. La tâche paraît monstrueuse et la société pourrait bien ne jamais être prête, sujette à une dissonance cognitive<sup>5</sup> trop tenace, par rapport à ce qu'elle appelle la viande, et ce que Matara appelle, elle, des cadavres. Presque synonymes : pourtant l'usage de l'un de ces termes rendrait la plupart des gens mal à l'aise. Contre la culpabilisation toutefois, Matara rappelle qu'on ne peut avancer qu'unis. Avec une douceur mesurée, elle ajoute que toute personne est

elle-même victime d'un conditionnement qui normalise l'extrême violence.

Le paysage défile et Matara fonce toujours, malgré ses doutes. Elle sait qu'elle ne cessera pas de lutter, de créer des ponts entre les personnes et entre les luttes pour faire évoluer la situation. Elle recommande la lecture de *La politique sexuelle de la viande*<sup>6</sup>, pour approcher l'angle féministe, ou encore l'humanisme avec *Solidarité animale*<sup>7</sup>. Par ces ponts, elle espère montrer aux militant·es des autres causes que toutes les luttes ancrées dans la bienveillance se complètent : antiracisme, féminisme, anti-validisme<sup>8</sup>, lutte LGBTQIA+, humanisme, pacifisme, lutte des classes, écologie, et, enfin, l'antispécisme. Enfin, forte et entière, l'intersectionnalité. « *Sans hiérarchisation des souffrances* », précise-t-elle en garant le van sur un parking, éclairé par un soleil de début de printemps.

Matara ferme la portière du van après Lilou, qui sort en remuant la queue, l'air détendu, presque un sourire aux babines.

« *Nous construisons ensemble un monde de plus en plus empathique. Ne cautionnons pas cette extrême violence. Il "faudrait", et les petits efforts, c'était il y'a cinquante ans* ». Il faut, maintenant.

<sup>5</sup> Lorsqu'un individu agit en contradiction avec ses propres cognitions, il se retrouve dans un état psychologique inconfortable, voire douloureux. Les individus cherchent alors à limiter ce conflit interne en trouvant des justifications à leurs comportements.

<sup>6</sup> Carol Adams, 1990.

<sup>7</sup> Yves Bonnardel, Axelle Playoust-Braure, 2020.

<sup>8</sup> Lutte contre l'oppression vécue par les personnes vivant en situation de handicap physique ou mental.

A photograph of a hand reaching out to touch a dark wooden cross mounted on a light-colored stone wall. The wall is composed of large, rectangular blocks with visible mortar lines. The lighting is soft and warm, suggesting an indoor setting with a window in the background. The hand is wearing a light-colored, textured sweater sleeve.

Les Sœurs Bénédictines

# Un lien entre ciel et terre

Par Jeanne Hoste



*Il existe encore bon nombre de communautés religieuses dans le monde. La Belgique ne fait pas exception à la règle. Le monastère de l'Alliance à Rixensart rassemble un groupe de 20 sœurs Bénédictines répondant à la loi de Saint-Benoît. Elles dorment, mangent, prient, rient, et s'informent ensemble.*

**R**ue du Monastère : cette longue rue pavée de Rixensart porte parfaitement son nom. Entre les maisons résidentielles se trouve un grand bâtiment blanc surplombé d'une petite croix chrétienne, cachée sur un des toits, trahissant l'identité de l'édifice. Le monastère de l'Alliance accueille en général 20 sœurs Bénédictines en plus des hôtes réguliers qui viennent mener une retraite spirituelle. La routine est presque la même chaque jour : elles se lèvent à la même heure pour commencer leur journée en priant et s'ensuit l'Eucharistie, l'office du milieu de journée, les Vêpres et les Vigiles. Entre chaque moment de prières, elles ont du temps libre ou du temps pour effectuer les tâches communautaires assignées. Les repas se passent dans le silence, quelques fois une sœur désignée lit La Libre, un livre ou un texte biblique. La journée se termine avec leur «récréation» qui dure jusqu'à 20h00, heure où un chant d'oiseau retentit de leur horloge fétiche. La règle de Saint-Benoît est suivie par de nombreux monastères à travers le monde, parfois dans des endroits où le climat politique est compliqué. Bethléem, le Tchad ou encore en République Démocratique du Congo, quel que soit l'endroit, les sœurs doivent garder un contact constant entre elles pour connaître la situation de chacune. Sœur Bénédicte m'explique les techniques mises en place pour se tenir informées des nouvelles. Lors de leur «récréation», elles se retrouvent, s'assoient en

rond toutes ensemble et lisent les chroniques des autres monastères. «À ce niveau-là, nous pouvons discerner la différence entre ce que racontent les journaux et les politiciens et les nouvelles que nos sœurs nous apportent. On utilise bien sûr les journaux qui sont fiables et les reportages qu'on connaît un peu, mais on communique aussi beaucoup par WhatsApp quand c'est possible, les smartphones sont un moyen très positif pour correspondre.» Leur récréation est une façon pour elles de rester informées, mais aussi de parler plus librement de leur journée ou d'un sujet en particulier en dehors de leur temps de prières. Il est parfois compliqué de rester impartial dans certaines actualités, « nous avons décidé de rester neutre, par rapport à Israël, de ne pas prendre position au point de vue politique, parce que nous avons des amis des deux côtés. On a bien sûr une opinion personnelle en voyant la façon guerrière dans laquelle se déroule le conflit, mais nous ne sommes pas là pour prendre parti ». Vivre en communauté n'a jamais été synonyme de renfermement pour les Sœurs Bénédictines, bien au contraire, « Quelque part, on est beaucoup plus en communion avec le monde que la plupart des personnes. Si on se coupe du monde, c'est pour prendre un peu de recul et vivre les choses de façon plus positive. Je prends l'image du fossé, on prend du recul pour mieux sauter. »







# Voitures à Bruxelles

# Des tours et des détours

*39% des entrepreneurs basés à Bruxelles envisagent de quitter la capitale. Les politiques menées autour de la mobilité en général, et le plan « Good Move » en particulier, sont devenus leur bête noire. Et l'extrême droite semble se montrer assez habile pour récupérer les colères et la lassitude de ces travailleurs.*

Par Solène Jaillais

*« Je crois qu'en 2026, on ne pourra plus travailler... À moins d'embaucher 1.000 petits Chinois avec des sacs à dos! » Marc Pilloy, 72 ans, gère une société de distribution à Bruxelles. Avec ses « quatre bonshommes à temps plein », il approvisionne en flyers et autres dépliantes les offices du tourisme, hôtels, maisons communales, etc., de la capitale. Après 17 ans d'existence, sa petite entreprise connaît la crise. En cause : des places de stationnement trop chères et trop peu nombreuses, une zone à faibles émissions bruxelloise de plus en plus stricte...*

Adopté en 2020 au Parlement bruxellois, le plan « Good Move » vise à transformer Bruxelles d'ici 2030 en une ville « constituée de quartiers apaisés », lit-on sur le site de Bruxelles Mobilité, le gestionnaire public des voiries régionales. Concrètement, plus de pistes cyclables et de zones piétonnes, généralisation du 30 km/h, suppression de 65.000 places de parking... Si le plan est régional, poussé notamment par la ministre de la Mobilité Elke Van den Brandt (Groen), à charge des communes de le mettre en place. Au risque de bousculer le quotidien des indépendants et des petits entrepreneurs, notamment.

## Penser sur le long terme ?

Mathieu Strale est géographe à l'IGEAT (Université libre de Bruxelles), spécialiste de la mobilité urbaine : « *On ne peut pas dire : "Le quartier sera plus agréable d'ici quatre ou cinq ans." Pour beaucoup, notamment les indépendants, quelques mois de perturbation de l'activité, c'est la faillite. Les horizons temporels ne sont pas les mêmes pour tout le monde. Et les indépendants sont ceux qui vivent le plus vite (et le plus fort) les changements : Good Move intervient dans le contexte des crises Covid et économique.* »

Le petit patron qu'est Marc Pilloy confirme : « *On est installés en périphérie, mais on paye aussi plus de 600 euros par mois pour un petit entrepôt, 40 m<sup>2</sup>, dans le centre de Bruxelles, au départ duquel les livraisons sont plus faciles à assurer.* » Et une quatrième personne a dû être engagée en CDI : le temps perdu sur la route ne permettait plus de faire « *le même boulot que faisaient trois bonshommes il y a trois ans* ». Ses employés sillonnent sans cesse les rues de Bruxelles, s'arrêtant régulièrement quelques minutes pour leurs livraisons. Inévitablement, ils prennent plus de « prunes » qu'un conducteur lambda : « *Par an, on arrive à près de 4.000 euros d'amendes de stationnement, d'excès de vitesse...* » Marc a bien songé à troquer les voitures pour des vélos. Mais charger quotidiennement « *500 kilos d'imprimés* » sur une bicyclette...

Autre souci, « *une tournée qui faisait 89 kilomètres auparavant, c'est 120 kilomètres maintenant!* » Car la multiplication des sens uniques, des casse-vitesse, etc., allonge les circuits. Marc ne le cache pas, il a des craintes, la boîte pourrait couler. « *Je comprends qu'on doive aller vers d'autres solutions, mais il faut nous donner les moyens* », soupire-t-il.

## « Ce Good Move de merde »

Changement de métier. Virginie Dupont est kiné, « *depuis 26 ans* ». Cheveux blonds, une frange, elle parle vite, précis. Comme elle conduit. « *Je suis hyperactive* », sourit-elle. D'ailleurs, lorsqu'on la quitte, elle enchaîne avec un autre

rendez-vous, une toute nouvelle activité : de la kiné... pour chat! « *Je n'ai jamais fait ça, mais j'en avais envie, j'aime bien les bêtes.* »

Sa voiture, une Toyota Yaris, sent le neuf. « *Comme c'est une hybride, c'est une boîte automatique. Au début, je n'en voulais pas du tout, mais en fait, j'adore!* » Sur la banquette arrière, le matériel « kiné » : des planches d'équilibre et tout le toutim. Virginie y passe du temps, dans sa Yaris. Ses journées sont partagées entre les rendez-vous à son cabinet le matin, à Schaerbeek, non loin du rond-point Meiser, et les visites à domicile l'après-midi.

La kiné travaille principalement sur Schaerbeek et Evere. Elle évite Saint-Josse, trop compliqué de se garer. « *Je fais entre 35 et 40 km par jour. Avant ce Good Move de merde, c'était plutôt 20 ou 25.* » Pourtant, le périmètre qu'elle couvre fait sept ou huit km<sup>2</sup>, à tout casser. Un petit exemple : l'avenue des Azalées (qui longe le parc Josaphat par le sud) est en sens interdit depuis environ deux ans. Virginie est obligée d'en faire le tour par le boulevard Lambermont pour aller voir ses patients schaarbeekois : un détour de « *trois bons km* ».

Pour ses déplacements, elle perçoit une (toute) petite indemnité. Mais ne faire qu'enchaîner les consultations au cabinet serait évidemment plus rentable. D'ailleurs, de moins en moins de kinésithérapeutes se déplacent à domicile. Virginie, elle, ne s'imagine pas « *rester enfermée toute la journée entre quatre murs* ». Ces visites à domicile, c'est son bol d'air. « *Au lieu de souffler cinq minutes entre chaque patient au cabinet, j'en souffle 25* », ironise-t-elle, mi-figue, mi-raisin.

## Quitter la capitale

En octobre 2022, quand des dispositifs provisoires de modification de la circulation ont été installés à Schaerbeek, des usagers ulcérés les ont démantelés. Ailleurs, certains habitants ont exprimé leur mécontentement à grand renfort de tags. Ironie du sort : avec Good Move, ce sont les révoltés qui cassent les « barricades »

que dressent les autorités! En 2023, Mauto Défense, une association qui se bat pour les droits des automobilistes et des motards, a réalisé une enquête sur le plan Good Move, auquel les participants ont donné la note de... 1,15/10.

Pour Mathieu Strale (IGEAT), les réactions des riverains lors des tentatives de création des «quartiers apaisés» n'ont rien d'anodin: «Il est assez rare que les Bruxellois manifestent.» Mais la question de la mobilité est sensible, elle a déjà fait naître les Gilets jaunes en France. «Avoir choisi Cureghem, un quartier où on trouve plein de garages, pour les débuts de la mise en place de Good Move était complètement à côté de la plaque. Les autorités bruxelloises ont commencé là car c'est un des quartiers où il y a le moins de voitures par ménage. Logique, c'est un quartier populaire! Une certaine gentrification est en cours dans ce quartier. Quand les habitants voient arriver les autorités, ce sont des policiers, des caméras... Il y a un sentiment de relégation très fort, très prégnant. Les gens se disent: "On veut nous chasser".»

Ce sentiment semble partagé par un certain nombre de travailleurs indépendants et de dirigeants de PME (petites et moyennes entreprises): selon le baromètre de Brupartners-Entrepreneurs Indépendants (l'ancien Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale) de novembre 2023, 39% des entrepreneurs bruxellois envisagent de transférer leur siège social hors de la capitale. La raison principale à cette vague potentielle

de délocalisations? Dans le mille: Good Move et le manque de places de parking. «Selon les données de Statbel, en 2022, 3.001 entreprises bruxelloises ont déménagé vers une autre région», indique le baromètre. Le rapport propose aussi un top trois des thèmes qui devraient être au cœur des débats pour les élections de 2024. Premier de ce tiercé, sans surprise: «53% des entrepreneurs ont choisi d'aborder les problèmes de mobilité (infrastructure, embouteillages, transport public)».

Mathieu Strale le rappelle, la Belgique était le premier producteur mondial de voitures par habitant dans les années 1990. Pour beau-coup, la voiture est une nécessité. Le résultat de politiques néolibérales incitant à la flexibilité et à la compétitivité. Ces politiques aboutissent à une série d'injonctions contradictoires: «Soyez mobiles, mais ne roulez pas en voiture»<sup>1</sup>. L'implantation des centres commerciaux en périphérie des villes – difficilement accessibles sans automobile – en est un exemple. «Il faut donc ajouter le sentiment qu'avec une transition de la mobilité,

on ne pourra plus se déplacer. L'extrême droite, notamment le Vlaams Belang, surfe là-dessus», complète le géographe.

### Dérapages (in)contrôlés

Lucien Beckers a lancé en 2018 le groupe Facebook «L'automobiliste en a marre», qui réunit aujourd'hui quelque 43.000 abonnés. «J'ai créé ce groupe parce que je n'en pouvais plus des taxes énormes sur la voiture, de l'état du

**39% des entrepreneurs bruxellois envisagent de transférer leur siège social hors de la capitale.**

<sup>1</sup> Sur ce point, lire Barbara Stiegler, notamment son interview dans *Horizons publics* (24/06/20).

réseau routier... Puis Good Move est arrivé et ça a explosé. » Devant un tel succès, l'ancien pilote automobile fonde l'ASBL Mauto Défense, qu'il préside depuis.

La question de la mobilité cristallise des tensions, souvent sous-estimées. Et parfois, il y a quelques dérapages. Pour réguler les débats en ligne, Lucien Beckers travaillait avec 12 modérateurs. En novembre 2020, « un jour, un message est passé: "Et nous, on veut "éliminer" la Elke!!!". J'ai été convoqué par la police. » Elke Van den Brandt (Groen), la ministre de la Mobilité en Région Bruxelles-Capitale, dépose plainte avec constitution de partie civile. « Elle s'est servie de ça comme excuse pour ne pas me parler et refuser de se retrouver sur des plateaux télé avec moi... L'affaire a été classée sans suite après deux ans, et je n'en ai même pas été informé. »

Les violences viennent des deux côtés. Le président de Mauto Défense raconte, encore crispé, que l'on s'en soit pris à sa famille: « Maintenant, ça va mieux, mais au début, j'ai reçu des menaces. Mon fils et mon petit-fils aussi. On a porté plainte et c'en est resté là. »

### Récupération politique

« C'est très embêtant: pour défendre la voiture, on a le choix entre l'extrême droite et l'extrême gauche », poursuit Lucien Beckers, qui se sent fort démuni: « On me demande souvent pour qui voter. Je ne sais pas quoi répondre. En tout cas aux niveaux régional et national: aux dernières élections, Ecolo a fait à peine 20%, mais est présent dans toutes les coalitions... » Et les membres du parti écologiste, « ce sont des pastèques, verts à l'extérieur, rouges à l'intérieur, persuadés d'avoir raison. J'ai essayé de discuter avec eux, c'est impossible ». La Fédération belge des taxis (Febet) est un peu moins indécise: depuis ce mois de février 2024, elle appelle à ne voter ni PS, ni Ecolo, ni Groen aux prochaines élections.

Comme le fait en France le Rassemblement National (RN), l'extrême droite belge tente de récupérer la colère des automobilistes. Mais

selon Mathieu Strale, la droite, plus spécifiquement le MR, tire le plus son épingle de ce jeu politique autour des questions de mobilité: si Good Move n'est pas appliqué dans les quartiers populaires, il ne le sera pas non plus dans les quartiers les plus riches. Pour le géographe, « il faut casser l'idée selon laquelle les mesures environnementales sont pour le bien commun ». Opposer les « gentils écolos », combattant le dérèglement climatique, aux « méchants pollueurs », sources de tous les maux, coupe court à toute possibilité de débat. Les mesures environnementales « sont des décisions politiques », et ce n'est pas en diabolisant certains comportements ou objets qu'on peut avancer dans la défense de l'environnement. « Pour faire un parallèle, on ne lutte pas contre le fascisme en disant: "Le fascisme, c'est mal". »

La prochaine vague sur laquelle l'extrême droite risque de surfer, alerte le chercheur de l'ULB, est probablement la création d'un second marché du carbone, Emissions Trading System 2 (ETS 2), votée en avril 2023 au Parlement européen: « Les taxes carbone seront appliquées aux particuliers, pour le carburant et le chauffage, à partir de 2027. » Les fournisseurs de fioul domestique et de carburant devront acquérir des « quotas carbone » en fonction de leurs émissions de CO<sub>2</sub>. Mécaniquement, le prix sera répercuté sur le consommateur: l'essence à la pompe sera plus chère. En Belgique, les seuls partis à ne pas avoir voté en faveur de cet élargissement des « droits à polluer » sont le Vlaams Belang, le PTB et la N-VA.

# Quand les murs font entendre leurs voix

*Passionnés, anarchistes ou engagés qui agissent dans l'ombre : quel est le réel impact des artistes urbains sur l'opinion publique ? Un graffeur anonyme partage son point de vue.*

Par Nicolas Preumont

Il suffit de se promener dans les rues de Bruxelles pour constater que le street art est partout. Sous la forme de pochoirs, stickers, graffitis, collages... autant d'interventions dans l'espace urbain qui envahissent les murs de la ville, le métro et parfois même le Palais de Justice. Elles sont tellement nombreuses qu'on finit peut-être par ne plus les voir. Parfois qualifiées de *Mauvaises herbes*, notamment dans le documentaire éponyme de Catherine Wielant et Caroline Vercauteren (2013), ces œuvres clandestines ont pourtant un rôle à jouer. Derrière chaque fragment de cette fresque bigarrée à l'échelle de la ville, il y a une personne qui s'exprime.

Louis<sup>1</sup> est un graffeur qui dessine à travers tout Bruxelles. Ses graffitis bariolés évoquent son inspiration du moment. Entre caricatures ou dessins plus classiques, il laisse libre cours à son imagination. L'important, c'est que la liberté artistique soit totale. Le regarder dessiner, c'est expérimenter une forme de chaos. Il est agité, parce qu'il faut faire vite. Mais ses gestes sont maîtrisés, conditionnés par dix ans de pratique. *«J'ai fait ma première incursion dans le monde du graffiti lors d'un stage, à l'âge de 15 ans. C'était comme une révélation, ce mélange d'excitation et de liberté que l'on ressent en marquant son territoire sur un mur. Depuis ce moment-là, j'ai été fasciné par l'art urbain.»*

Une question revient souvent à propos du street art : qu'est-ce qui le distingue des pratiques artistiques plus conventionnelles ? Pour

Louis, c'est d'abord une question de point de vue : *«Déjà, il y a une distinction entre le street art et le graffiti. Le street art, c'est plutôt le côté "gentil" : les pochoirs, les affiches collées dans la rue... C'est un univers à part du graffiti, qui, lui, est davantage axé sur le lettrage. Les graffeurs ont souvent une vision mitigée du street art. Le graffiti, à la base, c'est contester et se moquer du système. Moi je préfère dire que je fais du graffiti même si certains diront que, visuellement, ce n'en est pas vraiment.»*

Pour Louis comme pour beaucoup, l'intérêt du graffiti ne se situe pas uniquement dans son aspect esthétique. L'acte en lui-même constitue également une dimension importante.

*«Moi je n'ai pas vraiment de messages à faire passer. Je n'aime pas la politique. Je le fais parce que j'aime dessiner. Et c'est pareil pour la plupart des graffeurs. Mais oui, la démarche en elle-même est déjà profondément anarchiste. C'est dire : "Je m'en fous, je fais ce que je veux". Il y a un rejet du système et de son fonctionnement. Ça impacte la société finalement, surtout dans le côté street art qui est plus engagé.»*

**« Mais oui, la démarche en elle-même est déjà profondément anarchiste. »**

Louis, graffeur

Dès lors, on constate que de nombreux symboles, souvent moins artistiques, mais très évocateurs comme le «A» entouré d'un cercle représentant l'anarchisme, reviennent souvent. Il y a des variantes, beaucoup de gens se l'approprient et parfois l'utilisent comme signature, mais c'est avant tout un symbole de révolte contre l'autorité qui parle à beaucoup

<sup>1</sup> Le prénom a été modifié.

de graffeurs. On retrouve également l'acronyme ACAB pour «All Cops Are Bastards» ou son équivalent chiffré : «1312». Encore une fois, c'est un message de protestation, plus particulièrement orienté contre la police. «Ce qui est amusant, c'est que ce sont des symboles qui ont beaucoup évolué. Ils ne veulent pas dire la même chose pour tout le monde. On peut les utiliser de façon détournée, les intégrer dans d'autres dessins. L'idée de base est toujours là, mais on crée quelque chose de nouveau avec.» Anarchiste dans l'âme, Louis ne se considère pas comme engagé ou militant, mais il reconnaît malgré tout l'intérêt social du street art : «J'ai des amies qui sont engagées dans les combats féministes. Elles font clairement passer un message. C'est une pratique un peu différente. C'est souvent un peu trash, provocateur. Mais ça fonctionne. Elles veulent choquer. C'est un peu comme pour les collages féministes. On s'éloigne du côté artistique, mais l'esprit est là. Elles revendiquent la liberté. Je trouve que c'est un bon moyen de donner de la visibilité à des luttes que l'État essaye d'invisibiliser. Là, tout le monde est obligé de le voir.»

*de taguer là où ça se voit. J'adore savoir que des gens vont voir mes œuvres et interagir avec elles. C'est un peu comme si je dessinais dans un carnet et que je le montrais au public. J'aime qu'on me reconnaisse. C'est une forme d'échange. J'essaie de pas dégrader quand ça appartient à quelqu'un. Mon but n'est pas d'emmerder les gens. En plus, il y a beaucoup d'endroits où tu peux taguer un peu librement maintenant et j'aime bien prendre mon temps, faire de grandes pièces. Mais parfois, c'est tentant de le faire dans des lieux publics. C'est une expérience assez unique. Tu vois la ville différemment des autres, c'est comme un musée à ciel ouvert. On sait qu'on peut se faire prendre, mais ça fait partie du jeu.»*

En effet, ces actes restent majoritairement prohibés et peuvent coûter cher à celles et ceux qui se font prendre : amendes ou peines de travail varient en fonction de la gravité. Les graffitis sont aussi rapidement effacés, voire recouverts par des artistes urbains qui travaillent avec la ville. «On peut y voir une forme de censure, c'est un combat permanent entre

**« J'ai des amies qui sont engagées dans les combats féministes. Elles font clairement passer un message. C'est une pratique un peu différente. C'est souvent un peu trash, provocateur. Mais ça fonctionne. »**

Louis, graffeur

Laisser ses marques sur un mur, à la vue de toutes et tous, c'est donc un moyen d'interpeller la population, de communiquer, d'attirer, mais aussi parfois de sensibiliser. Dès lors, le choix du lieu est important. «J'essaie

*les graffeurs et la ville.»* Mais ils ne disparaissent pas pour autant. D'un côté, de nombreuses associations comme Fais le trottoir ASBL et des collectifs d'artistes comme Lézards Urbains contribuent à faire vivre le street art,

**« Les racines  
du graffiti  
sont dans son  
aspect illégal.  
S'arrêter  
uniquement  
du côté légal,  
c'est vraiment  
passer à côté  
du reste. »**

Louis, graffeur

mais accompagnent également celles et ceux qui souhaiteraient se plonger dans cet univers en organisant des parcours à travers la ville, accompagnés d'un artiste. De l'autre, il y a aussi les réseaux sociaux. S'y côtoient les contenus orientés politiquement (collages féministes, collectifs, anarchistes, écologistes...) et ceux qui partagent la beauté et l'originalité de l'art avant tout. Dans les deux cas, ils contribuent à la pérennité de ce patrimoine. Certains artistes ont même fini par acquérir une certaine reconnaissance, comme le désormais célèbre Banksy. Questionné sur ce rapport schizophrénique à la légalité, Louis nous donne un avis partagé : *« La question du côté légal ou illégal est vraiment très intéressante. Dans les deux cas, il y a un aspect libérateur. Le côté légal permet de légitimer un peu la pratique. Ça permet à certains artistes de se faire connaître et c'est génial. Ça permet aussi à plein de gens de s'y intéresser et de pratiquer dans des conditions agréables, sans pression. Le résultat est souvent*

*plus artistique. Mais je pense que l'aspect illégal est vraiment fondamental et qu'il ne faut pas l'oublier. Il y a toute une histoire derrière. Les racines du graffiti sont dans son aspect illégal. S'arrêter uniquement du côté légal, c'est vraiment passer à côté du reste. Le risque, pratiquer sous la pression, la critique du système ou les messages engagés... ça donne un résultat complètement différent ! Je pense qu'on aime bien mettre des étiquettes, mais pour moi, les deux aspects se complètent. »*

Street art ou graffiti. Légal ou illégal. Pour le plaisir ou pour faire passer un message. Les termes, statuts et finalités, parfois complémentaires, se côtoient et s'influencent. Il y a aussi quelque chose de plus profond dans ces actes, au-delà des apparences. Le but n'est pas toujours le même et peut parfois être difficile à saisir. Mais toutes ces voix, si elles semblent parfois hostiles ou agressives, ont quelque chose en commun : c'est la volonté de se dégager des normes et des codes, quitte à déranger ou à choquer. Une recherche avide et inextinguible de liberté. Et peut-être que se promener dans la ville et commencer à écouter ce que les artistes urbains essayent de nous dire, c'est simplement accepter qu'il existe une autre voie.

**Enseignement à domicile**

# Quand la classe franchit le salon

*En Fédération Wallonie-Bruxelles, de plus en plus de familles se tournent vers l'enseignement à domicile. Pourquoi prendre une telle décision et comment la mettre en place? Sophie, mère célibataire de deux enfants, nous ouvre les portes de sa maison ucquoise, de son quotidien et de ses convictions.*

Par Louis Borms

8h30, les cloches de la plupart des écoles bruxelloises retentissent et les enfants franchissent le pas de leur salle de classe. Emma et Lucas, eux, se réveillent à peine. L'œil encore à moitié endormi, ils regardent des dessins animés, bol de muesli à la main, de manière presque rituelle. Ils ne démarreront leur journée « d'école », après s'être habillés, apprêtés et brossés les dents, que lorsque les cloches sonneront à nouveau et que les autres enfants partiront en récréation. Ils n'auront, pour ce faire, que le pas de la porte de l'atelier de Sophie, leur maman, transformé en salle de classe de fortune, à franchir.

Un chevalet et une table à dessin maladroitement repoussés dans un coin pour faire place à une grande table en bois sur laquelle sont éparpillés des crayons de couleur, des stylos, des feuilles de papier et des livres éducatifs, voilà ce qui fait désormais office de salle de classe pour Emma, 9 ans, et Lucas, 11 ans. « C'est pas toujours autant le bordel », rigole Sophie en pointant l'amoncellement de feuilles utilisées lors de la session de la veille. « J'ai la chance d'avoir cette pièce qui me sert pour mon travail et qui maintenant me permet aussi d'avoir un espace pour les enfants séparé du salon ou de la salle de jeu », explique-t-elle.

Quand elle a souhaité retirer ses enfants de l'enseignement communal, l'enseignement à domicile lui est apparu comme une évidence. Pourtant, cette évidence n'a pas rendu facile pour autant la décision de faire basculer la vie de ses enfants. Elle fait suite à de longs mois de moqueries et de quolibets véhéments que Lucas a subis de la part de ses camarades de classe à cause de ses résultats scolaires. *«J'aurais sûrement dû agir plus tôt, mais je pensais et j'espérais que les profs faisaient leur travail correctement pour gérer ça»*, explique la maman dont les joues se teignent de pourpre en prononçant ces mots.

Au final, ce n'est qu'à la fin de l'année scolaire 2022-2023, lors d'une réunion parents-profes, que Sophie réalise pleinement la gravité de la situation. *«Je me suis rendu compte que les profs, au mieux, ne voyaient pas le harcèlement que subissait mon fils et, au pire, le savaient et ne faisaient rien pour l'arranger. Je suis sortie ivre de colère face à leur incompétence et leur "jemenfoutisme."»* Après cela, une rupture s'est véritablement créée dans l'esprit de Sophie qui, munie d'une confiance en l'enseignement brisée, s'est emparée de l'adage «on n'est jamais mieux servi que par soi-même». Elle a donc décidé qu'elle prodiguerait l'enseignement de Lucas et Emma elle-même, afin de *«leur offrir un environnement d'apprentissage plus sûr, plus inclusif et plus aligné avec {ses} valeurs familiales»*.

### Un choix radical

Une décision aussi abrupte et certaine est assez rare selon Alice Tilman (UCLouvain), chercheuse et autrice d'un mémoire sur l'enseignement à domicile en Belgique francophone. *«Les familles cherchent généralement d'abord d'autres types d'adaptations, telles que l'inscription dans une école privée mobilisant des pédagogies alternatives ou le maintien à l'école avec des adaptations particulières.»* Et pourtant, si l'on omet les enfants du voyage, sportifs de haut niveau ou malades qui poussent les parents à opter pour ce choix, les raisons et le cheminement de pensée de cette mère célibataire sont loin d'être

exceptionnels parmi les parents se tournant vers l'enseignement à domicile.

En effet, il y a, pour cette année scolaire 2023-2024, quelques 3188 élèves inscrits à l'enseignement à domicile contre 885 en 2013-2014. Soit une augmentation de 361 % en une dizaine d'années. Et pour cette myriade grandissante d'enfants, on peut classer la majorité des parents en deux catégories, selon Alice Tilman : les idéologues et les pédagogues. Pour reprendre ses mots : *«Les premiers regrettent l'absence d'éducation morale dans le système scolaire. Le homeschooling (école à domicile, NDLR) incarne pour eux l'occasion d'inculquer à leurs enfants leurs valeurs. Dans ce sens, ils expérimentent des conflits avec les valeurs transmises à l'école et craignent pour la sécurité (physique, mentale, morale et spirituelle) de leurs enfants. Les pédagogues, à l'inverse, n'ancrent pas leur choix sur des valeurs ou croyances, si ce n'est en la croyance en leur capacité à prodiguer à leurs enfants un meilleur enseignement que dans le système scolaire, à quoi s'ajoute une vision de l'école comme étant une institution rigide et autoritaire.»*

Sophie, elle, cumule des caractéristiques des deux catégories. Sa déception face au système scolaire l'a poussée à devenir très protectrice et, comme les parents idéologues, vouloir recentrer l'enseignement offert à ses enfants sur ses valeurs, mais elle est également convaincue de ses capacités à faire mieux que les enseignants : *«Je peux exposer mes enfants à une diversité de perspectives, de cultures et d'idées que l'école ne propose pas parce qu'elle est trop vieillotte et ne se renouvelle pas.»*

Au final, outre sa déception face à la gestion du harcèlement de son fils et à l'encadrement des enfants dans le système scolaire, Sophie ne semble pas plus véhémement que cela face au système d'apprentissage prôné par l'enseignement public. Certains autres parents-enseignants sont beaucoup plus critiques. C'est le cas de Joëlle pour qui *«l'école est archaïque et emploie des enseignants catastrophiques»*. Sa fille,

Éléonore, a eu un parcours scolaire chaotique lors duquel elle a changé plusieurs fois d'école. Peu importe où elle allait, elle s'ennuyait, elle avait l'impression de ne rien apprendre et de «faire tous les jours la même chose».

Ces expériences ont dégoûté Éléonore de l'école et Joëlle du système scolaire tout entier. Si bien que, quand elles ont pris la décision d'essayer l'enseignement à domicile, Joëlle a refusé d'utiliser le programme créé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, qu'elle juge mal foutu, pour se tourner vers le Pass Éducation français, «plus complet et plus poussé», selon elle.

### **Au revoir les copains**

Après deux heures de cours, c'est l'heure de manger pour Emma et Lucas. Un horaire somme toute normal, malgré leur réveil relativement tardif. En attendant le festin que mijote Sophie en cuisine, Lucas explique comment leur horaire s'est mis en place. «On commence plus tard et on finit plus tôt que quand on était à l'école comme ça maman peut travailler.» Voilà donc le plan d'action trouvé afin de garder un certain équilibre au sein de la famille.

En effet, si le métier d'illustratrice de Sophie lui permet d'être flexible et de moduler son temps à sa guise, elle doit tout de même trouver des moments pour s'y atteler. Cela reste un avantage non négligeable au moment de se tourner vers l'enseignement à domicile. Un avantage qui, selon Alice Tilman, est tellement récurrent qu'il en est presque nécessaire: «Durant mes recherches, j'ai repéré une occurrence très forte de mamans au foyer ou travaillant à domicile, et pour les couples restants, l'un des deux parents

travaillait systématiquement de manière ponctuelle.» Cette option serait-elle donc réservée aux parents possédant un capital culturel et économique conséquent et un agenda allégé?

«Le dîner est prêt!» Les deux enfants se précipitent à table pour avaler goulûment le plat qui leur a été servi. Ils ont ensuite droit à une pause d'environ une heure durant laquelle ils peuvent jouer comme bon leur semble. Lucas, à peine sorti de table, fonce, gai comme un pinson, jouer avec son set de lego, faisant «travailler son imagination débordante» comme dirait sa mère. Emma, contrairement

à son frère qui se sent libéré de passer ses midis loin des moqueries et du chahut incessants, ressent une certaine déception de ne plus passer ses récréations avec ses copines à faire le tour de la cour en bavardant et ragotant. Une époque qui lui semble désormais lointaine et dont elle se rappelle avec une légère mélancolie. «Des fois, ça me rend triste de ne plus voir mes copines tout le temps. On rigolait trop ensemble et on partageait nos secrets. Au

début, ça faisait bizarre de ne plus être avec elles tous les jours. Mais bon, Lucas est là pour jouer avec moi, alors ça va quand même.»

Tout se passait pourtant bien pour elle à l'école. Mais quand sa mère décide de l'en retirer, elle accepte, quelque peu attristée mais sans broncher. «J'aimais bien aller à l'école pour voir mes copines et jouer avec elles à la récréation. Mais maman a dit que c'était mieux pour nous de rester à la maison et d'apprendre avec elle. Maintenant, je trouve ça plutôt cool même si ça me manque parfois!»

**« Maman a dit que c'était mieux pour nous de rester à la maison et d'apprendre avec elle. »**

Emma, 9 ans

Emma a néanmoins l'occasion de voir ses copines durant ses activités extrascolaires. Elle va à l'académie pour pratiquer le dessin tandis que son frère s'y rend pour le solfège. Quelques heures, le mercredi après-midi qui, combinées à la journée de scoutisme du dimanche, offrent une véritable bouffée d'air frais tant aux deux enfants, qui peuvent sortir de la maison et s'amuser avec d'autres enfants de leur âge, que pour leur mère qui peut souffler un peu durant ces moments-là. *« Même si on sort souvent, au parc ou au musée par exemple, ça leur fait du bien de voir d'autres enfants sans moi, je pense. Et puis ça me donne un peu de temps pour moi-même, pour me détendre, me concentrer sur mes propres activités. »*

### **Comme une chanson de Sheila**

Mais oui, mais oui, après deux heures de cours l'après-midi, l'école est finie... pour aujourd'hui en tout cas. Et si le programme sera le même demain, pour Lucas, le CEB approche à grands pas. Épreuve obligatoire pour tout enfant arrivant à la fin de son parcours primaire, enseignement à domicile ou non. Et pour ce faire, il devra retrouver une salle de classe pour la première fois de l'année. *« Retourner à l'école pour passer le CEB, ça me rend un peu nerveux. Mais bon, je sais que c'est juste pour quelques jours, alors ça va »*, avoue-t-il les yeux rivés au sol. Statistiquement, il a pourtant autant de chances que les autres de réussir son CEB. La Fédération Wallonie-Bruxelles révèle effectivement que l'année dernière, 86,11 % des élèves libres l'ont obtenu contre 88,89 % pour ceux inscrits en primaire ordinaire.

Emma, elle, sera évaluée l'année prochaine, celle de ses 10 ans. C'est, en effet, l'un des trois points de passage et d'évaluation obligatoires pour les enfants pratiquant l'enseignement à domicile, avec le CEB et l'année des 8 ans. Il faut bien s'assurer que ces enfants ne sont pas complètement largués.

Et la question de savoir ce que Lucas fera après est au cœur des interrogations de la famille. Continuera-t-il l'enseignement à domicile

pour ses secondaires? Sophie est-elle capable de l'accompagner à un niveau aussi élevé? Ou alors retournera-t-il à l'école? Auquel cas, plusieurs choix s'offrent à lui, secondaires classiques, spécialisées ou école active.

L'école active, c'est le choix qu'a fait Éléonore, la fille de Joëlle, après avoir obtenu son CEB l'année dernière. Et cela semble être le bon choix pour elle. *« Elle se sent comme un poisson dans l'eau »*, indique même sa mère qui n'est pourtant pas farouche à l'idée de critiquer l'enseignement. En effet, le côté plus créatif et dynamique de l'école active plaît beaucoup plus à Éléonore qui s'ennuyait dans son école primaire et est heureuse de ne *« plus faire la même chose tous les jours »*.

Au final, il est impossible de trouver une seule explication qui pousserait tous les parents à se tourner vers l'enseignement à domicile. Que ce soit par peur pour son enfant, par souci idéologique ou pédagogique, chacun semble avoir ses propres raisons, mais toutes sont tournées vers un objectif similaire : le bien-être de leurs enfants. Et si les résultats paraissent probants et les enfants heureux, la question reste de savoir si cette tendance grandissante peut s'étendre à d'autres strates de la population ou est vouée à être destinée à une élite restreinte qui peut se le permettre.





# Vieux, solidaires et en colère

Par Romain Sciacca

*Un jour, votre pension pourrait devenir trop maigre pour vivre dignement, peut-être que vous ne maîtriserez plus les procédures « online » de l'administration, ou votre vie pourrait être rythmée par les impératifs de rentabilité d'une maison de retraite. Si ces idées vous chauffent les oreilles, alors il y a un chapeau à fleurs et un porte-voix à votre disposition au Gang des vieux en colère. D'ailleurs, il n'est jamais trop tard pour être en colère, un jeune n'est rien moins qu'un vieux en devenir, en tout cas le Gang vous le souhaite.*

**L**e Gang des vieux en colère est un mouvement citoyen autonome et non partisan. Actif dans les régions francophones de la Belgique le groupe milite pour une amélioration des conditions de vie des personnes âgées. Il est structuré par des réunions « de l'exécutif », la trentaine de membres les plus actifs dans l'organisation d'événements, les interviews et débats.

Le Gang se fait la voix des personnes âgées dans leur accession à de meilleures conditions de vie, sur les questions qui touchent aux pensions de retraite et autres thématiques citoyennes qui les concernent directement ou indirectement. En outre, si le Gang réclame davantage de droits pour les personnes âgées, il n'a pas pour autant abandonné tout espoir en les institutions étatiques, il œuvre à faire pression sur celles-ci, en encourageant la mobilisation citoyenne.

Dans ses actions, le Gang s'entoure de partenaires institutionnels, comme des syndicats et des groupes d'actions, on retrouve notamment à leurs côtés les syndicats de la MWB, la CSC et Attac.

Le Gang des vieux en colère est une organisation haute en couleur, douée d'un sens de l'humour bien affûté. Pour faire entendre ses revendications, le Gang organise des actions bigarrées avec une attitude de second degré, doublée d'un sens du spectacle. Parmi les

actions récentes, on citera l'occupation de la gare centrale, en chanson, une manière de dire leur mécontentement à propos de la suppression du tarif senior de la SNCB ; ou encore un karaoké public sur la place de la Bourse, une invitation aux passants à chanter sur un air de Brassens, « j'suis l'roi d'évasion et tu m'attrap'ra pas! ». Jean-Louis, septuagénaire en colère résume son engagement dans le Gang par ces mots : « La vie est trop courte pour qu'on passe notre temps à s'emmerder les uns les autres, autant se marrer tant que c'est possible et si on peut faire bouger les choses par la même occasion, c'est pas plus mal. »

Les gangsters ont en commun la détermination de défendre les intérêts du Gang, mais aussi de s'engager en tant que citoyens capables, experts et compétents : Mirko participe à la gestion administrative de pas moins de 12 ASBL de théâtre, musique et édition. Gisèle est mathématicienne, professeure retraitée de l'ULB, elle représente le Gang à une grande partie de réunions externes. En mars, elle travaille à monter un dossier de subvention pour un projet d'exposition « arts et mathématiques ». La solidarité et l'engagement ne s'arrête pas à des chansons, chacun d'eux soutient des amis, voisins ou connaissances. Gisèle livre de la nourriture à sa voisine, Huguette qui ne peut pas se déplacer à cause d'une hernie et Mirko rend régulièrement visite et des coups de main à son ami Jean-Marie qui réside en maison de retraite.







# Qu'ils écoutent ces personnes vulnérables

*Entre janvier 2020 et novembre 2023, 1.193 Palestinien·nes et 11.850 Syrien·nes sont devenus Belges<sup>1</sup>, mais iels sont ignoré·es dans les études électorales. En tant que réfugié·es, iels sont au cœur des débats sur l'immigration, mais n'ont aucun droit de vote. Pourtant, iels observent, analysent et espèrent.*

Par Cham Latch

*«Si on nous disait de retourner, ça ne me poserait aucun problème», déclare Zahiyah d'une voix calme et confiante lors d'un après-midi froid de janvier, au 21<sup>e</sup> étage d'un immeuble de Molenbeek. Je me retourne vers les deux sœurs assises à ma gauche, Zahiyah et Diyanah\*, des réfugiées syriennes originaires d'Idleb, avec une vue splendide de Bruxelles derrière elles.*

Je suis accueilli à la porte par Diyanah. Cristina, sa fille de 8 ans, joue sur son portable dans le salon. Elle lève timidement les yeux et me dit bonjour. Zahiyah nous rejoint dans le salon et nous nous installons. Nous passons l'après-midi à avoir une conversation sur l'identité, la politique, la liberté, leur réaction au populisme et aux élections de juin.

---

<sup>1</sup> [statbel.fgov.be/en/themes/population/population-movement/changes-nationality#figures](https://statbel.fgov.be/en/themes/population/population-movement/changes-nationality#figures)

\* Pour garder un certain anonymat, leur nom de famille a été omis.

Zahiyah, 46 ans, est arrivée en Belgique en 2018 avec sa sœur Diyanah, 45 ans, et sa nièce Cristina. Elle a consacré 18 ans à travailler pour la Banque centrale de Syrie. *« J'étais extrêmement heureuse de ma vie, puis la guerre a tout d'un coup commencé et m'a forcée à quitter mon pays, mon territoire et mon peuple »*, dit-elle avec un sourire triste et un regard nostalgique. Diyanah travaillait au ministère de l'Administration Locale et de l'Environnement *« J'adorais mon travail ; nos vies étaient belles. »* Cela fait six ans, et elles ont l'impression que ce voyage vers l'acquisition d'un sentiment d'appartenance ne fait que commencer.

### Une histoire de soupe

Les infos sont diffusées sur la télé à volume bas. Zahiyah explique qu'elle a toujours fait l'effort de suivre les actualités en Belgique, même si elle ne comprenait pas la langue au début. Elle analysait les images et les titres pour comprendre le contexte. Elle se souvient qu'à son arrivée, *« ils n'étaient pas capables de former un gouvernement »*, ça l'avait attristée, elle voulait comprendre pourquoi, donc elle a demandé autour d'elle. Elle conclut : *« J'espère que cette fois-ci, les choses se passeront mieux, j'espère que quoi qu'il arrive, ce sera bon pour le pays. »*

Cependant, même si elles s'efforcent de suivre et de rester informées, elles ne se sont jamais senties concernées par ce qui est décidé ou dit. *« Nous n'avons même pas le droit de vote »*, déclare Diyanah. Tandis que Zahiyah exprime qu'elle observe un sentiment de souffrance chez les Belges, surtout après la pandémie, qui espèrent constamment de meilleurs résultats. *« Ils cherchent tous un meilleur parti politique que le précédent. Beaucoup de Belges fuient le travail, les impôts qui montent les épuisent. »* Selon elle, elle entend ceux qui travaillent dans le secteur public se plaindre des salaires insuffisants, alors que les prix continuent d'augmenter.

Elles ne connaissent pas tous les groupes politiques existant en Belgique, mais elles ont bien identifié la montée du groupe d'extrême droite Vlaams Belang et leurs opinions sur les immigrants. L'extrême droite a récemment obtenu 28,7 % des intentions de vote dans un sondage<sup>2</sup>, ce qui en ferait le plus grand parti du pays. *« J'ai entendu dire que le Vlaams Belang est extrême en tout. S'ils gagnent, j'espère que ce ne sera pas le cas. Je sais qu'ils ont réussi à rassembler des partisans »*, commence Zahiyah, mais elle est interrompue par sa sœur qui dit qu'ils ont raison sur certains points. *« Ce pays a accueilli beaucoup de demandeurs d'asile, il y en a un nombre énorme. Le pays est sous tension à cause du nombre de demandeurs d'asile. Les dépenses ne sont pas faciles à gérer »*, explique Diyanah.

Leila Wafi, attachée dans le secteur de la santé de la Commission communautaire française depuis 2021, d'origine palestinienne, est devenue réfugiée en 2005 et naturalisée en 2010. Elle commence par mentionner les 28.975 demandeuses et demandeurs d'asile de la Syrie et de la Palestine arrivés en Belgique entre 2015 et 2019<sup>3</sup>, marquant une vague sans précédent, mais que le gouvernement a réussi à gérer. Cependant, les 19.352 arrivés entre 2020 et janvier 2024, n'ont pas vécu la même expérience. Selon elle, le sentiment anti-immigration s'est fait sentir au cours des deux dernières années et a été exacerbé par les échos médiatiques. Les crises économiques ont durement touché la population, et les gens ont commencé à relier ces deux phénomènes. *« Quand une société vit dans l'aisance économique, elle est beaucoup plus tolérante »*, mais dans le cas contraire, on veut un coupable. *« En général, c'est la faute du nouvel arrivant qui vient de l'étranger et qui "mange notre soupe". »*

<sup>2</sup> [www.vrt.be/vrtnws/en/2024/03/04/opinion-poll-general-election-vlaams-belang-n-va-cd-v-vooruit-pv](http://www.vrt.be/vrtnws/en/2024/03/04/opinion-poll-general-election-vlaams-belang-n-va-cd-v-vooruit-pv)

<sup>3</sup> [dofi.ibz.be/sites/default/files/2024-02/Annexe%20DPI%20nationalités\\_Bijlage%20VIB%20nationaliteiten\\_2008-2024.xlsx](http://dofi.ibz.be/sites/default/files/2024-02/Annexe%20DPI%20nationalités_Bijlage%20VIB%20nationaliteiten_2008-2024.xlsx)

<sup>4</sup> Ibid.

## Déconnexion politique

Diyanah précise qu'elles ne connaissent pas tout le contexte de tous les discours qu'elles entendent, donc elles ne peuvent pas juger pleinement si les élections s'annoncent bien ou non. Zahiyah dit que lorsqu'elle écoute des discours politiques, ils semblent équilibrés et encourageants, mais que la réalité est toute autre. Je lui demande ce qu'elle veut dire, « *ce qu'ils disent à la télé n'existe pas dans la réalité. Je ne comprends pas complètement la langue, mais juste en voyant la façon dont ils parlent, leurs sourires, on a vraiment l'impression qu'il y a un état d'esprit positif et encourageant, mais pour moi, je ne vois pas cela se pratiquer sur le terrain.* » Elle est consciente que son manque de socialisation pourrait influencer son jugement, mais elle ne peut s'empêcher de remarquer : « *Je n'ai jamais vu les politiciens dans la rue.* Elle utilise le ministère de l'Éducation comme exemple, souhaitant que quelqu'un vienne dans les écoles et voit que le programme linguistique pour les réfugiés est inefficace : « *En général, quel que soit le secteur, ils devraient être plus proches de la population. C'est ainsi que je le vois.* »

Zahiyah constate les réactions des gens à certains partis politiques : « *J'ai entendu récemment parler de ceux qui se préoccupent de l'environnement, qu'ils veulent améliorer l'environnement. Ils proposent des lois concernant les propriétaires de voitures, par exemple.* » Elle retrace le parcours de quelqu'un qui achète une voiture de six ans avec une durée de vie potentielle de huit ans, puis arrive la Zone de Basse Émission<sup>5</sup> qui leur interdit de la conduire dans la ville où ils travaillent. Le gouvernement les oblige à la vendre à un prix dérisoire, puis à en acheter une nouvelle pour le double voire le triple du prix. « *C'est injuste, le travailleur n'est pas entendu, mais s'ils avaient de l'argent, le parti aurait écouté. J'aimerais qu'ils écoutent simplement ces personnes, qui sont les plus vulnérables.* » Selon elle, si les politiciens se souciaient réellement et

le montraient, les partis connaîtraient plus de succès. « *C'est un échange* », conclut-elle.

Leur description de l'accueil qu'elles ont reçu, du processus que les demandeuses et demandeurs d'asile et les réfugiées et réfugiés traversent, est celle d'un système déshumanisant qui les considère comme des numéros. « *Les politiques liées aux réfugiés doivent définitivement être retravaillées et améliorées. Le strict minimum serait d'avoir un traducteur présent au CPAS, même dans les municipalités. Si vous ne connaissez pas la langue, ils vous "jetent dehors"* », dit Diyanah.

Leila Wafi témoigne : « *moi qui avais un niveau d'étude de master avec un français courant, j'avais trouvé que c'était un parcours qui était difficile.* » Selon elle, le parcours est devenu plus difficile encore depuis, et il s'agit d'une volonté délibérée pour décourager d'autres personnes qui auront pu entendre dire que le pays était accueillant. Entre 2015 et décembre 2023, 13,984 Syriennes et Syriens ont été naturalisés aux côtés de 1.478 Palestiniennes et Palestiniens<sup>6</sup>.

## Démocratie, liberté illusoire ?

Diyanah se lève pendant que Zahiyah et moi discutons, et revient quelques minutes plus tard avec une tarte aux fruits. Elle nous tend une part, et après avoir pris quelques bouchées, nous reprenons là où nous nous étions arrêtées. « *Quand j'ai pris la décision de partir, je savais déjà que l'Europe n'est pas la liberté, j'étais déjà libre dans mon pays. Je l'ai associé à son respect de l'humain, qui était également présent dans mon pays, j'existais.* » Tout cela a changé avec la guerre. Zahiyah a passé les deux ou trois premières années à se battre pour être considérée avec humanité, « *je l'ai perdue ici.* » Elle se sent moins libre depuis son arrivée, mais Diyanah précise que cela est davantage lié à l'aspect social.

Pour se socialiser et s'intégrer à leur entourage, la langue est essentielle. Cependant, apprendre

<sup>5</sup> [www.brussels.be/lez](http://www.brussels.be/lez)

<sup>6</sup> [statbel.fgov.be/en/themes/population/population-movement/changes-nationality#figures](https://statbel.fgov.be/en/themes/population/population-movement/changes-nationality#figures)

le français est épuisant et poser des questions n'est pas une option. Les enseignantes leur demandent de faire le travail seule, de chercher sur Google ou même sur YouTube au lieu de simplement répondre à la question et d'expliquer. Cela limite également leur accès à des emplois ; cela a même affecté Cristina, dont la mère d'une amie lui a dit qu'elle ne pouvait pas se joindre à eux pour une sortie après l'école parce que sa maman ne parlait pas français. Quand Zahiyah disait aux gens qu'elle ne pouvait pas encore vraiment parler la langue, « *le regard que je recevais en tant qu'étrangère était vraiment difficile* ».

Avec un regard douloureux et une voix tendue, elle me raconte une situation qui l'a laissée avec un sentiment d'infériorité : « *Quand je suis arrivée pour la première fois, une femme belge m'a dit que "les impôts que le gouvernement nous prend vous sont donnés, à vous". Je ne sais pas si c'est vrai, mais cela m'a beaucoup affectée* ». La personne avait dit beaucoup de choses, mais son ton était clair pour Zahiyah. « *Je venais de sortir d'une guerre, mon état mental était en ruine. Je ne suis pas venue ici comme quelqu'un qui n'a pas souffert. Je suis venue ici déprimée et sous le choc, après avoir entendu tant de tirs de missiles et avoir vu des gens essayer de se cacher, des gens qui sont morts devant moi. Je ne suis pas venue ici heureuse de ma vie. Je suis venue ici stressée et déprimée.* »

Ces erreurs de compréhension sur les motivations des réfugiés, transformées par les extrémistes, mènent à des politiques concrètes, telles que l'ordre de la secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration Nicole de Moor de retirer la nationalité belge aux enfants d'origine palestinienne<sup>7</sup>.

Leila Wafi, membre du PS, dit qu'il y a un changement récent, le génocide des Palestiniens pousse les électeurs à reconsidérer leur vote : « *il y a des gens qui te disent moi "je vais voter*

tel parce qu'il est propalestinien" donc on peut même dire qu'il y a une tranche qui n'est pas négligeable de la société belge qui va faire son choix de vote non pas sur le programme local, mais sur des prises de position internationales ». Dans les mois suivant le 7 octobre, on observe une forte augmentation du soutien vers le parti d'extrême gauche PVDA-PTB<sup>8</sup>, à Bruxelles, avec une estimation de 21 %<sup>9</sup>.

Leila Wafi est arrivée en Belgique en tant qu'étudiante en 2004. Son parcours de réfugiée était lourd et s'est accompagné d'« *une chute sociale* », ce sentiment d'infériorité renforcé par le système. Son entrée en politique fait d'elle une Belge à part entière. En tant que directrice de l'Union des Femmes Palestiniennes en Belgique, elle recueille des témoignages poignants, comme celui d'un jeune Palestinien victime d'une descente de police violente après avoir changé d'adresse. Elle croit que cette intimidation était délibérée. Il y a celle de la Palestinienne, autrefois médecin en Palestine, à qui le CPAS a suggéré qu'elle ne pouvait que devenir femme de ménage en Belgique. Malgré cela, elle s'est battue et est désormais médecin à Gand.

Zahiyah et Diyanah ont encore un long chemin à parcourir. Bien qu'elles ne se sentent pas encore pleinement intégrées, elles parlent déjà la langue des Belges. Il faut se rappeler qu'elles sont des futures électrices. Ceux qui voteront pour la première fois en juin se souviendront toujours de leur traitement passé et de la souffrance vécue.

Les rues résonnent des pas des gens, Belges et non-Belges, réclamant un changement. Tant que les politiciennes et politiciens restent aveugles, les échos des manifestations persisteront jusqu'aux urnes et au-delà.

<sup>7</sup> [www.brusselstimes.com/947899/palestinian-families-live-under-sword-of-damocles-as-belgian-denationalisation-continues](http://www.brusselstimes.com/947899/palestinian-families-live-under-sword-of-damocles-as-belgian-denationalisation-continues)

<sup>8</sup> [europeelects.eu/belgium/](http://europeelects.eu/belgium/)

<sup>9</sup> [www.brusselstimes.com/belgium/933879/the-left-surges-in-brussels-in-latest-polls](http://www.brusselstimes.com/belgium/933879/the-left-surges-in-brussels-in-latest-polls)

# Parti pris

# Un journalisme engagé

*Si la question de la neutralité peut être centrale pour certains journalistes, d'autres, en revanche, choisissent d'assumer sans problème leur engagement politique dans leur pratique journalistique. Parmi eux, Jonathan Lefèvre, rédacteur en chef à Solidaire, magazine du PTB, et membre de ce même parti, a accepté de nous raconter son parcours et de nous parler de son engagement politique.*

Par Alexandre Huwart

**D**ès l'âge de 14 ans, Jonathan rêvait d'être journaliste plus tard. Une vocation qui lui vient du goût prononcé de ses parents pour l'actualité et les journaux tels que *Le Soir*, *Le Vif* et même *Solidaire*, auxquels ils étaient abonnés. Jonathan et son père aimaient écouter la radio le matin, lire les titres des journaux et en discuter ensemble. « *On a toujours eu cette habitude de discuter de l'actualité. En fait, nous sommes tous les deux accros à l'actualité* », précise-t-il. En 2001, Jonathan rejoint l'Institut supérieur de formation sociale et de communication (ISFSC) à Bruxelles pour y étudier le journalisme pendant trois ans. Grâce aux différents stages effectués durant ses études, il a testé et acquis de l'expérience dans le métier, ce qui l'a conforté dans son choix.

À la fin de ses études, il ne voit aucun débouché en Belgique. La presse traditionnelle ne l'attire pas et la presse alternative manque encore de moyens pour l'embaucher. Alors en 2004, il part seul au Burundi, un pays en guerre civile, avec un simple sac à dos, un peu d'argent de poche et aucun projet en tête. « *Quand j'y pense maintenant, c'était un peu absurde.* » Par chance, il fait la rencontre d'une journaliste locale et obtient, grâce à elle, un boulot à la radio africaine publique. Bien qu'il ne soit pas payé, ce poste lui permet de voyager partout dans le pays. Malgré cette liberté, la situation demeure très dangereuse : quitter la capitale, c'est prendre le risque de se faire tirer dessus, ce que Jonathan et son équipe ont pu expérimenter : « *Pendant six mois, j'ai vécu des expériences très violentes, mais sur le coup, je ne m'en rendais pas compte. J'étais pris par l'adrénaline.* » À peine était-il rentré en Belgique après cette expérience qu'il faisait déjà ses valises. À l'époque, Jonathan avait encore cette vision romantique du journaliste qui part à l'aventure, à l'image de George Orwell ou Jack London. Une vision qu'aujourd'hui, il ne peut plus supporter.

Il garde notamment un souvenir marquant de son voyage en Haïti. Jonathan y séjourne six mois en tant que coordinateur d'un centre

pour enfants des rues et y fait lui-même l'expérience d'une précarité éprouvante. Avec un repas par jour, il vit dans une cave sans eau courante ni électricité, entouré de rats, de scolopendres, de cafards et d'araignées grosses comme un poing. Mais c'est en vivant là-bas et en s'intéressant à l'histoire de ce pays qu'il acquiert une plus grande conscience politique. Il constate par lui-même le classisme et le racisme violent. Là-bas, plus la couleur de peau est foncée, plus basse est la classe sociale. Aux côtés d'autres Haïtiens, il prend également conscience de l'impérialisme et de l'influence considérable des États-Unis sur le pays. « *Les USA sont détestés dans les rues populaires de Port-au-Prince. Je devais toujours préciser que je n'étais pas Américain pour être accepté.* »

En 2008, Jonathan revient en Belgique et décide finalement de s'y installer pour rester avec sa conjointe. Deux ans plus tard, alors qu'il travaille en communication pour la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), il fait la rencontre de Germain Mugemangango, membre du PTB, avec qui il sympathise rapidement. Après plusieurs discussions, la conviction que leurs idées politiques sont identiques s'impose et les doutes de Jonathan s'estompent : il choisit de rejoindre le PTB. Bien que le parti soit communiste, il ne le considère pas comme étant d'extrême-gauche. Selon lui, la différence réside dans la pratique militante. Il fait donc une distinction entre le PTB, qui joue le jeu de la démocratie représentative, et les mouvements qui se préparent à la lutte armée, comme le trotskisme.

Alors qu'il adhère au PTB, *Solidaire*, le média du parti, souhaite se professionnaliser et s'ouvrir à un plus large public : dans cet objectif, David Pestieau, ancien rédacteur en chef de *Solidaire*, propose à Jonathan de travailler pour le magazine. Lorsque celui-ci a été fondé en 1970, sous le nom d'*Amada*, il est porté par les idées du mouvement maoïste et réservé à un petit cercle déjà initié aux discours du parti. Avant l'arrivée de Jonathan, ce sont les partisans eux-mêmes, sans expérience, qui étaient embauchés et formés sur le tas.

Avec de nouveaux membres, journalistes de métier, *Solidaire* tente de se renouveler. Ce qui était un journal hebdomadaire devient un magazine, ouvert à des sujets plus accessibles, tels que la culture, le sport ou l'histoire. Mais pour Jonathan, le fond reste le même : « *Ce qu'on dit dans Solidaire est le message du parti. Avant, c'était aussi le message du parti, mais c'était martelé de manière militaire. Maintenant, on veut attirer les lecteurs progressistes au sens large.* »

À son arrivé à la rédaction, il renoue avec le journalisme de presse et retrouve les mêmes plaisirs qu'à ses débuts. Jonathan a toujours aimé raconter l'histoire des autres. Quand il rédige un article, il ne cherche pas à bien écrire

Si, auparavant, il pensait que rejoindre un parti politique nuirait à son objectivité journalistique, désormais, Jonathan se bat contre cette prétendue objectivité. Pour lui, chaque journaliste a des idées politiques que l'on ne peut pas totalement dissimuler sous un masque de neutralité. Ce que Jonathan cherche avant tout, c'est l'honnêteté. Lorsqu'il lit un journal, il aime savoir dans quel camp il se trouve. « *Une fois que tu sais ça, un journaliste de droite ne me dérange absolument pas quand il s'assume.* »

Selon Jonathan, le journalisme doit donner la capacité aux gens de comprendre et d'être critiques face à leur environnement. C'est un rôle éminemment politique. Il reproche aux médias traditionnels de ne servir que le dis-

## « Un journaliste de droite ne me dérange absolument pas quand il s'assume. »

Jonathan Lefèvre, journaliste

mais à simplement relater les faits le plus fidèlement possible : « *Je pense que lorsque les faits sont assez forts, il n'y a pas besoin d'en rajouter. C'est quelque chose que j'ai appris à Solidaire.* » Le choix des sujets est souvent débattu lors des réunions et doit être validé par un accord commun. Pour les sujets plus complexes, tels que le racisme, le féminisme ou les questions LGBTQIA+, la rédaction fait très attention à prendre en compte l'avis des personnes concernées. Comparé aux autres organes de presse alternatifs, *Solidaire* a la chance d'avoir le soutien économique d'un parti. Cependant, il garde une certaine indépendance, n'hésite pas à sortir du cadre idéologique du parti et ses propres membres n'ont aucune obligation à adhérer au PTB.

cours des dominants et d'écarter tous les sujets qui remettraient le système en cause. Le mouvement des gilets jaunes, par exemple, s'est fait calomnier dans la presse jusqu'à être assimilé à l'extrême-droite, alors qu'il s'agissait pour lui d'un mouvement populaire légitime.

Finalement, pour Jonathan, il ne s'agit pas seulement d'affirmer son camp mais de lutter contre un statu quo, contre les discours des dominants ; raconter l'autre version de l'histoire, celle des dominés. « *La lutte des classes, ça passe aussi par les journaux.* »

**Élever la voix**  
**Marjorie,**  
**une féministe**  
**au service**  
**de toutes les**  
**femmes**

*Faire entendre sa voix. Manifester. Crier. Se battre et combattre les inégalités. Se réunir. Redéfinir. Déconstruire. Un pas en avant et deux pas en arrière: les conséquences du backlash<sup>1</sup>. Mais les féministes ne se tairont pas. Jusqu'où peuvent-elles aller, avant de basculer dans l'extrémisme? Peut-on seulement parler d'extrême pour désigner des combats qui prônent l'égalité?*

Par Valentine Libert

Les pieds dans le sable, Marjorie fait face à la mer. Elle voyage à travers le pays de son père, l'Inde. Sa mère est belge et les a élevées, sa sœur et elle, en Belgique. Marjorie a trente ans et, depuis quelques années, à travers ses voyages, elle tente de se connecter à ses origines indiennes. Les vibrations. C'est ce qu'elle recherche dans son quotidien : accomplir des choses qui la font vibrer. Aller à la rencontre des cultures, se confronter aux autres. La photographie, cette passion dont elle a fait son métier, lui permet de mêler l'art et le social. C'est comme photographe qu'elle est entrée dans le collectif féministe liégeois *Et ta sœur?*, avant de ressentir elle aussi le besoin de s'y investir, afin de concilier passion, métier et engagement. Les femmes de ce collectif, féministes et militantes, entre 18 et 35 ans, mettent en place des actions publiques. *«On débarque avec nos pots de peinture mauve<sup>2</sup> dans la rue, on interpelle les gens, on prend la température pour voir comment la société civile se positionne par rapport à nos combats féministes»*, précise Marjorie. Elles jouent aussi le rôle de personnes de contact pour les victimes ou témoins de violences sexistes.

Aujourd'hui, Marjorie s'investit dans un autre collectif féministe, *La Barbarie*, qui rassemble des personnes queer<sup>3</sup> et des femmes racisées. Elle est devenue critique envers le féminisme très blanc, occidental, qui porte de belles valeurs en théorie, certes, mais qui, selon elle, ne s'applique pas du tout à des personnes racisées. Marjorie est d'avis qu'il existe un non-sens dans le militantisme, *«et c'est normal»*, dit-elle, *«puisque l'objectif du militantisme et de l'activisme, c'est de combler les failles de l'État.»* Elle rappelle, avec frustration, que c'est un travail bénévole, malgré qu'elle se batte pour la reconnaissance des minorités. Elle dégage une réelle détermination. Ses paroles aussi. Sa colère, elle

a réussi à la transformer en une belle énergie positive : *«Dans le militantisme, j'ai trouvé des sœurs et des adelphe, avec qui me battre dans quelque chose de plus joyeux.»* Néanmoins, Marjorie garde les pieds sur terre ; elle sait que les milieux militants sont caractérisés par un entre-soi qui donne parfois une idée fautive de la réalité. C'est la raison pour laquelle elle affirme qu'il faut parfois sortir de sa bulle, se forcer à quitter son entre-soi blanc et européen et ouvrir les yeux sur ce qui passe autour de soi, plus loin. *«Je me suis rendu compte que ma norme de jeune femme, qui a le droit d'aller militer dans la rue, qui n'a pas de pression familiale au niveau du mariage, ni de pression sociale au niveau des enfants, eh bien, ce n'est pas la norme.»*

Les pieds dans le sable, face à la mer, ses longs cheveux bruns emmêlés par le vent, Marjorie a pris l'expression «sortir de sa bulle» à la lettre, lorsqu'elle a quitté sa province de Liège pour un voyage de plusieurs mois en Inde. Elle a revu sa famille, en a rencontré de nouveaux membres. Elle a réalisé l'importance de se décentrer, de changer d'état d'esprit, de regarder le monde qui l'entoure avec plus de complexité. Par exemple, en Europe, on trouve la notion de mariage arrangé un peu arriérée, mais Marjorie aime à rappeler que c'est un phénomène encore très présent à l'échelle mondiale. Mais surtout – et c'est ce qu'elle souhaite faire comprendre à ceux et celles qui l'écoutent – que le mariage arrangé peut très bien se passer et être source de bonheur. En Inde, le féminisme est perçu de manière très spirituelle. Les valeurs féministes sont fort ancrées en Inde, il existe une sorte de puissance, *«et le mot puissance résonne fort en moi. J'ai vu des Indiennes, jeunes, âgées, se dresser contre les violences sexistes.»* Marjorie explique avec émerveillement que les choses bougent, un peu partout dans le monde, pas seulement en Europe.

<sup>1</sup> Désigne le retour en arrière de certains droits des femmes après des évolutions. Par exemple, en 2022, la limitation du droit à l'avortement aux États-Unis, alors que ce droit avait été acquis des années auparavant.

<sup>2</sup> La couleur mauve est le symbole de la lutte pour les droits des femmes et l'égalité entre toutes et tous.

<sup>3</sup> Personne dont l'orientation ou l'identité sexuelle ne correspond pas aux modèles dominants.

Les pieds dans le sable, face à la mer, ses longs cheveux bruns emmêlés par le vent. Le soleil sur son visage. Le regard empli d'admiration lorsqu'elle pense aux femmes de sa lignée. «*Ma mère nous a élevées seule, elle est une force de la nature.*» Son féminisme et son envie – voire son besoin – de s'engager viennent de ses valeurs familiales. Sa mère. Sa grand-mère. Ses yeux pétillent lorsqu'elle raconte que cette dernière est à la source de son féminisme. «*Elle ne s'en rend même pas compte. Elle est issue d'une génération de femmes fortes, mais qui ne se savent pas fortes. Elles n'avaient pas le choix : il fallait survivre.*»

Cette femme a quitté un mariage violent dans les années soixante. Un geste tout simplement héroïque pour Marjorie. Mais si elle est fière de sa grand-mère, l'inverse est on ne peut plus vrai.

Les générations se complètent, les jeunes poursuivent les combats des aînées. «*Vous vous êtes battues pour l'avortement, pour la liberté sexuelle, eh bien nous, on va se battre pour la liberté de genre et tous ces codes-là. Et si ça vous chamboule, c'est qu'il y a quelque chose à aller fouiller.*» Au-delà de la famille, Marjorie doit son engagement et son féminisme à une sorte de rage qu'elle a en elle. Sa soif de justice l'a conduite vers le féminisme. Elle a vécu une relation violente à seize ans et en est sortie avec cette détermination : «*Plus jamais ça, ni pour moi ni pour aucune autre fille*». Son engagement féministe s'est affirmé à cet âge-là et Marjorie ne méprise pas ce terme. Elle ne rejette pas la qualification «*extrémiste*», bien qu'elle lui préfère le terme «*radicale*». Si, dans l'opinion, les deux termes se

confondent parfois, le choix des mots importe pour Marjorie. Le jour où elle s'est fait traiter de «*féministe extrémiste*» par une féministe institutionnelle<sup>4</sup>, elle s'est obligée à prendre une pause pour redéfinir certains termes propres à sa cause. Quant au terme «*radical*», Marjorie rappelle qu'il signifie simplement «*prendre le problème à la racine*», afin de se battre pour le résoudre. Peut-on vraiment être extrême lorsque l'on se bat pour obtenir l'égalité entre toutes et tous ? D'après Marjorie, les limites de l'extrémisme se trouvent dans les situations où nos actions et notre colère commencent à se

retourner contre nous-même, contre notre santé mentale. «*T'es tellement obsédée par tes convictions que tu cherches à convaincre les autres, mais ça, ça ne fonctionne pas. Tu finis par cultiver de la haine en toi, tu t'isoles, et tu attires alors de la haine de la part des autres également.*» Marjorie a l'impression d'être allée trop loin pendant un moment, car sa colère la dévo-

**« Plus jamais ça, ni pour moi ni pour aucune autre fille »**

Marjorie,  
militante féministe

rait. Elle a ensuite compris que l'important est d'être dans la nuance, de se mettre à la place des autres, de recontextualiser, afin de ne pas se décentrer par rapport à ses buts.

L'objectif, pour Marjorie, c'est que le monde soit équitable. Elle se sait combattive, et elle ne se taira pas. «*Les personnes qui pensent que les féministes exagèrent, oublient que ce qui est exagéré, c'est que les femmes meurent*».

Les pieds dans le sable, Marjorie fait face à la mer. «*Plus jamais ça, ni pour moi ni pour aucune autre fille.*»

<sup>4</sup> Le féminisme tel qu'il est organisé dans les institutions et par l'État – féminisme plus consensuel, plus «*poli*» que dans le militantisme.





**« Ce parcours,  
il va me fortifier »**

**Le quotidien d'une femme sans-abri**

Par Aurore Wion

*Lorsqu'est évoqué le sans-abrisme, beaucoup de préjugés peuvent venir à l'esprit. Pourtant, être sans-abri ne devrait pas définir quoi que ce soit d'une personne. Violette est à la rue depuis bientôt deux ans et a accepté de me raconter son histoire avec l'espoir de faire changer les mentalités.*

**U**ne femme souriante et remplie de courage. Ce sont les mots qui me viennent en tête lorsque je repense à notre première rencontre. Violette était assise dans la cafétéria du Clos, un centre de jour mixte appartenant à l'asbl L'Ilot, qui lutte contre le sans-abrisme depuis 1960. Situé à quelques mètres du parvis de Saint-Gilles, le Clos accueille les personnes en situation de précarité cinq jours par semaine. À l'intérieur, des repas sont distribués le matin et à midi et les usager·ères peuvent faire leur lessive et prendre une douche. En plus du Samu où elle passe la nuit, Violette fréquente cet endroit depuis presque deux ans, période à laquelle elle s'est retrouvée à la rue.

Originnaire du Bénin, Violette a grandi en France. Elle y a étudié le journalisme et la communication. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles elle a accepté de me raconter son histoire. « J'aimerais faire changer les mentalités sur la précarité et montrer que cela peut arriver à tout le monde. J'étais journaliste et maintenant je suis sans-abri. Ce parcours va me fortifier. »

Entre l'année 2020 et 2021, elle retourne au Bénin pour prendre soin de son père mourant. C'est une décision que Violette ne regrette pas bien qu'il s'agisse d'une des causes de sa situation actuelle. « J'étais mariée à un médecin, j'habitais dans un appartement à Ixelles. »

Quand elle est partie, son mari ne l'a pas supporté et l'a envoyée en justice pour abandon de famille. Du fait de sa présence au Bénin et de la pandémie mondiale qui venait de surgir, Violette n'a pas su se rendre au tribunal pour l'audition et s'est donc retrouvée sans logement à son retour à Bruxelles, mi-2022. Son mari étant, à cette époque, le garant du loyer.

Aujourd'hui, Violette se bat pour retrouver ses droits et participe à des nombreux projets liés à cette thématique. Elle est notamment active au sein du Syndicat des immenses, un groupe de pression et d'action qui revendique pour les droits des personnes en non-logement ou en mal-logement. En plus de sa participation dans le syndicat, Violette aide activement au Clos où elle effectue des tâches diverses et variées en fonction des besoins. « Je n'arrive pas à rester en place. Si je ne fais rien, j'ai l'impression de perdre du temps. Sortir et discuter avec des gens ça fait du bien au moral. »

Ces dernières phrases me permettent de remercier du fond du cœur Violette pour la confiance qu'elle m'a accordée en vue de la réalisation de ce projet. Elle m'a ouvert les portes de son quotidien rythmé mais surtout très enrichissant. J'ai appris énormément sur le sans-abrisme et je pense que c'est le but même du journalisme : apprendre encore et toujours.

---

N°1: Repas du soir au Samu.

N°2: Violette au Parvis de Saint Gilles.

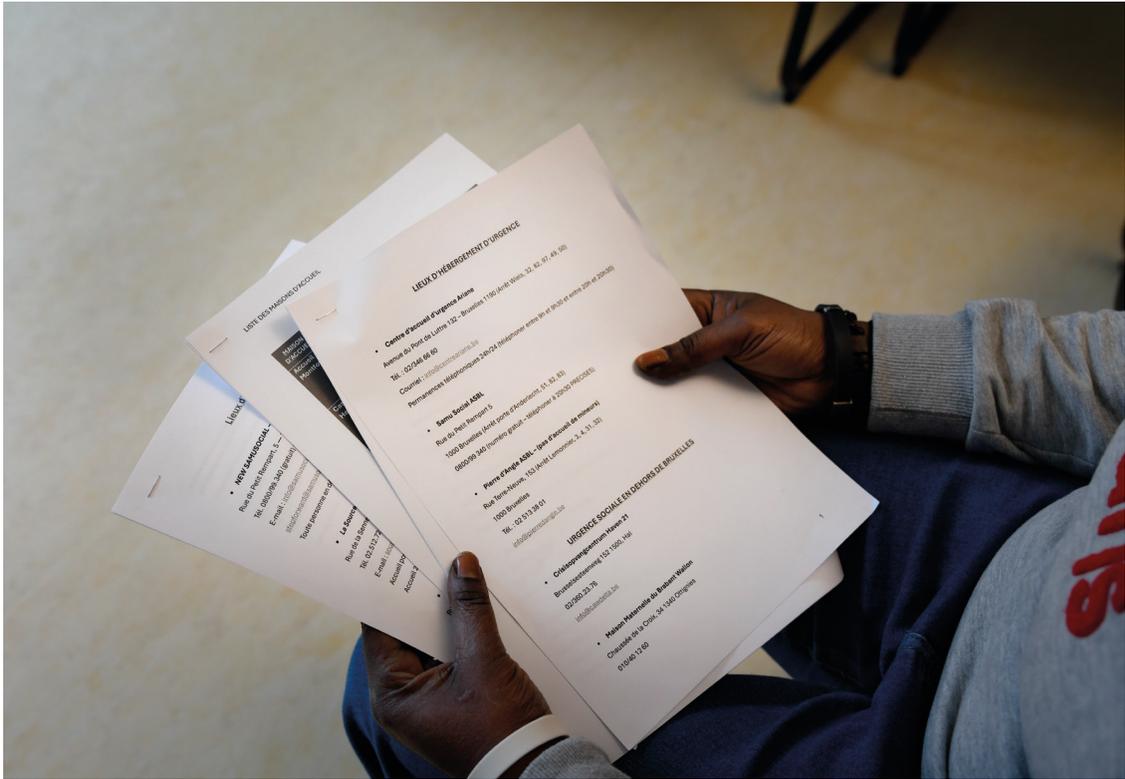
N°3: Violette consulte la liste des lieux d'hébergement d'urgence.

N°4: Violette et Joëlle à Porte d'Anderlecht, l'arrêt de tram où elles se retrouvent chaque soir pour discuter. Aussi, le lieu où Violette patiente lorsqu'elle n'a pas eu de place pour dormir au Samu.

N°5: Moment de détente dans le « salon » du Samu.

N°6: Violette est croyante. Chaque jour, elle se rend à l'église Saint-Gilles pour prier.

N°7: Elle participe aux tâches (nettoyage, préparation du repas) avec d'autres bénéficiaires du centre de jour mixte « Le Clos ».







## Désobéissance civile

# Viser le bien-être de ses activistes

*Derrière les actions de protestation, il y a des traumatismes. Pour le mouvement de désobéissance civile Code Rouge, la santé mentale des militant·es est un sujet sérieux. Un groupe, Sustainable Activism, gère leur bien-être, avant, pendant et après les événements. Il était présent lors de la dernière action, en décembre dernier, à l'aéroport de Liège.*

Par Lila Maitre

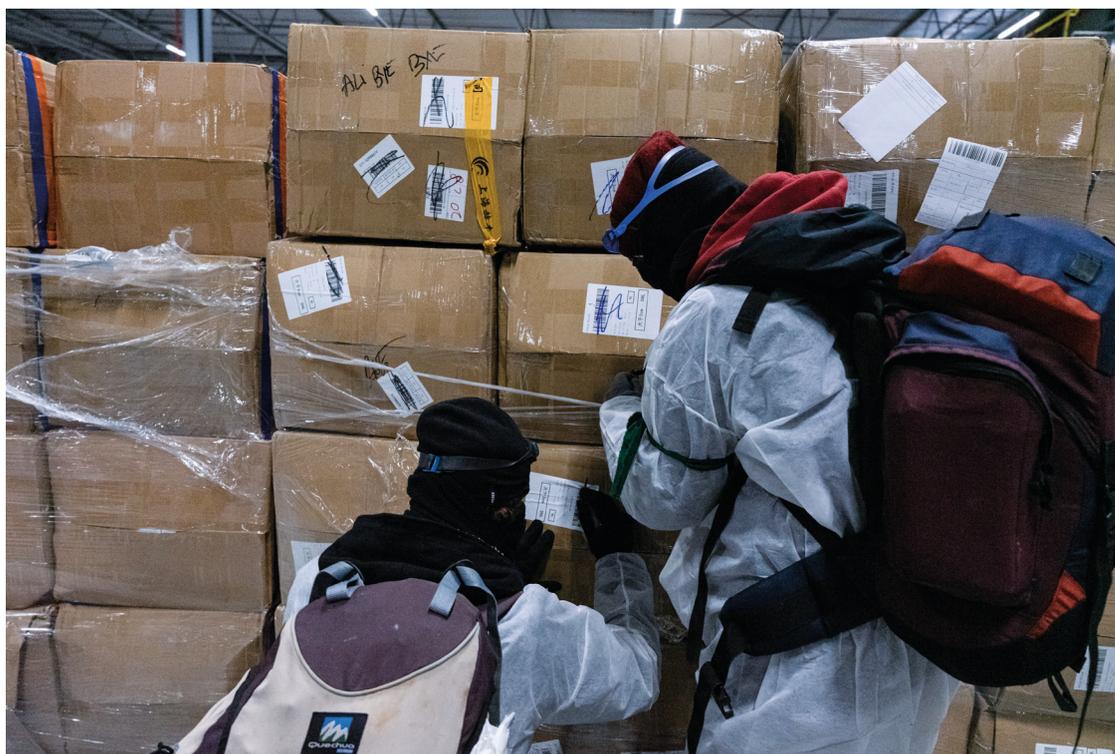
«*S'ils gazent, surtout, ne touche pas ton visage.*» Dans les locaux d'Alibaba, à l'aéroport de Liège, en ce samedi 16 décembre 2023, on se prépare à l'action. Les 200 personnes présentes ajustent minutieusement leurs écharpes, cache-cous, masques et lunettes pour se parer à tout affront. On parle, les rumeurs courent : la police va lancer des bombes lacrymos, il y aura des arrestations.

Eux, ce sont les militant·es écologiques de Code Rouge, un mouvement de désobéissance civile pour le climat, créé par des activistes et soutenu par des organisations et groupes d'action comme Greenpeace ou Extinction Rébellion.

Pour cette troisième action de masse organisée par le mouvement, plusieurs centaines d'entre eux se sont infiltrés dans les locaux de l'entreprise chinoise d'e-commerce. Leur but? Dénoncer les effets néfastes de l'aviation sur l'environnement.

Nous sommes en fin de soirée, cela fait déjà plusieurs heures que les activistes sont dans les bureaux et à l'extérieur du site. Si le début de l'action s'est déroulé sans heurt avec la police, la tension monte d'un cran. Car c'est décidé : une partie des militant·es va rentrer dans l'entrepôt, là où dorment les cartons de livraisons internationales, une cible plus sensible et plus risquée. L'autre partie des participant·es





est restée dehors, sur le parking, et commence à installer tentes et matelas pour passer la nuit.

À 22h, on lance le signal, on s'élance. L'entrepôt est immense. Les activistes récupèrent tout ce qu'ils trouvent : barrières, cagette, porte-colis, planche de bois, poubelles, pour bloquer toutes les entrées. D'autres courent plutôt vers les colis, à l'aide d'un marqueur, ils écrivent sur les cartons, « Ali bye bye » ou « Ali tu nous tues ». D'autres encore s'accrochent à des barrières ou poteaux, avec des arm-locks. Un système de tuyaux dans lequel les militant·es se cramponnent le bras à l'aide de mousquetons, ce qui complique le travail de la police pour les déloger.

La police, justement, ne tardera pas à entrer, elle aussi, dans l'entrepôt. Contrairement aux

craintes des manifestant·es, aucun gaz n'est lancé, aucune arrestation n'a immédiatement lieu. Les militant·es qui ont encore les mains libres se regroupent dans un coin, s'assoient et se prennent les bras. C'est le début d'un face-à-face qui durera plus de trois heures.

### Désobéir pour le climat

Pour de nombreux militant·es, comme Simone<sup>1</sup>, participer à l'une de ces actions de désobéissance civile est un moyen plus efficace de lutter pour l'environnement. « On constate qu'il n'y a rien qui change. Signer des pétitions, faire du zéro déchet, faire des manif légales, cela n'a aucun impact. Une fois qu'on a testé tous les outils légaux et démocratiques, on se dit que si on ne force pas les politiques à changer, on n'arrivera pas à changer le système. »

<sup>1</sup> Nom modifié.

Cette travailleuse de la santé a pris conscience de l'impact écologique dans son domaine. « *Le climat a énormément de conséquences sur la santé. De plus, notre système de santé est très polluant avec l'industrie pharmaceutique et la façon dont fonctionnent les hôpitaux. Ce n'est ni durable, ni résilient, ni adapté aux problèmes sociétaux à venir.* » Simone n'en est pas à sa première action de désobéissance civile. En octobre 2022, elle avait déjà milité aux côtés de Code Rouge, alors que la coalition avait bloqué deux sites de Total Energie.

Marie Jadoul, doctorante au Centre de recherche interdisciplinaire sur la déviance et la pénalité (CRID&P) à l'Université catholique de Louvain, souligne qu'il n'existe pas de définition juridique de la désobéissance civile. Dans le cadre de sa thèse qui traite de cette notion, elle est allée piocher dans d'autres domaines d'études pour pro-

du Larzac, qui risquait d'exproprier plusieurs paysans. Mais Marie Jadoul remarque que la désobéissance civile a regagné en popularité ces dernières années. « *Il y a une forme de réémergence et de réactualisation de certains moyens de désobéissance civile avec le contexte singulier de l'urgence écologique aujourd'hui, qui inclut une urgence sociale. Pour une partie des militants, c'est l'ultime recours, pour d'autres c'est un moyen de contestation dans lequel ils ont le plus d'affinité.* »

Pour les nouveaux militant·es de Code Rouge, des formations en désobéissance civile sont offertes. Au programme, une présentation des méthodes d'action des défenseurs du climat, légales ou illégales, et un rappel des règles de Code Rouge : pas de violence et pas de destruction de matériel.

## **« Certaines personnes peuvent ressentir des émotions disproportionnées, d'autres ressassent sans arrêt l'action. »**

F., militante de Code Rouge, et membre du groupe *Sustainable Activism*

poser une définition. « *C'est une transgression de la loi, non-violente, qui est une pratique collective et intentionnelle, publique, et qui a pour but de dénoncer ou de réformer la loi.* »

L'utilisation de la désobéissance civile pour la lutte climatique ne date pas d'hier. Au début des années 1970, Greenpeace l'utilisait déjà pour militer contre les essais nucléaires américains. Pendant cette même période, des militant·es français se sont soulevés contre l'extension d'une base militaire dans le plateau

Cette journée de formation comprend aussi plusieurs exercices pour apprendre le langage et les codes militants : comment communiquer dans un grand groupe ou comment marcher à plusieurs en restant coordonnés. Et surtout, comment réagir quand la police bloque les entrées, ou décide de déloger les militant·es. L'une des techniques est de rester en groupe le plus longtemps possible, en s'accrochant à ses voisin·es, puis une fois pris, de se laisser traîner lourdement : c'est la technique du sac à patates.

### Prendre soin des militants

Au sein de l'entrepôt, on a retenu la leçon. Simone tient fort le bras de sa voisine, le groupe veut rester soudé, il ne lâchera qu'au dernier moment. «We stick together.»

Pendant ce temps, F. fait le tour des militant-es. Elle a un gilet vert, sur lequel est écrit «Sustainable Activism» (activisme durable). «Je m'assure que tout le monde aille bien. Pour l'instant cela semble aller, même si la fatigue commence à se faire ressentir.» Pour cette militante et ancienne thérapeute, la santé mentale des activistes n'est pas à prendre à la légère. «Une action est stressante sous plusieurs aspects, et parfois des personnes peuvent dépasser leurs limites, en ne dormant pas assez ou en ne prenant pas soin d'eux. Donc c'est important qu'il y ait un groupe qui s'assure de leur bien-être.»

En cas de crise de panique ou d'angoisse, les membres de Sustainable Activism sont présents

pour écouter et rassurer les militant-es en possible détresse psychologique. «Cela peut arriver à chaque instant, notamment quand les personnes se sentent seules, avec un sentiment de perdre le contrôle», souligne F., tout en gardant un œil attentif sur les activistes, toujours postés en groupe dans l'entrepôt.

Ce groupe de travail comporte une dizaine de militant-es, répartis dans les différentes factions de Code Rouge. Quelques semaines plus tôt, ils se sont retrouvés lors des journées dédiées aux rencontres entre les groupes chargés des préparatifs de cette nouvelle action. Au programme de ces séances, des ateliers pour enseigner l'écoute. «Nous sommes là pour comprendre, et non pour répondre aux questions», indique F. pendant les formations. Lors de ces séances, elles et ils ont également appris les symptômes qui peuvent subvenir quelques semaines après l'action. «Certaines personnes peuvent ressentir des émotions



*disproportionnées, d'autres ressassent sans arrêt l'action.*», explique F., qui, elle aussi, a été sujette à ces réactions.

*Sustainable Activism* a aussi pour mandat de mettre en place des activités pour occuper les activistes pendant les blocages, qui peuvent parfois être longs. Lors de ces réunions, les idées fusent : jeux, cours de yoga, chants, méditations. Certaines de ces

marquante psychologiquement, notamment quand la police a décidé de faire sortir les activistes de l'entrepôt.

### **Les risques de l'action**

Vers les 2h du matin, après trois heures de négociations, les militant-es sont délogés. Celles et ceux attachés par les arm locks sont embarqués au poste, le reste du groupe est mis dehors, dans le parking. « *On était accro-*



propositions ont été utiles lors de cette troisième action. Pendant le week-end, des militants avaient amené leur guitare, d'autres des balles, des jeux de cartes, et des livres. Autant de moyens pour garder le moral et oublier le froid et la police.

Car pour certain-es militant-es, comme Simone, cette troisième action a été particulièrement

*chés les uns les autres. Je tenais les mains de ma voisine, les policiers ont essayé de tirer, l'un me tordait les doigts pour que je lâche, l'autre me tirait le cou et me serrait la mâchoire pour que ça me fasse mal, certains m'ont insultée, raconte Simone. À ce moment-là, mes émotions me dépassaient, je pleurais sur le sol, je ne savais plus quoi faire. Puis au bout d'un moment, je suis sortie en marchant.* »

Pour de nombreux militant·es, l'expulsion de l'entrepôt a marqué les esprits. Une femme a eu le bras cassé, d'autres ont perdu connaissance. *«C'était traumatisant pour beaucoup de personnes, remarque F., qui constate l'état de choc de nombreux participant·es le lendemain de l'événement, sur le coup, certaines personnes ne se rendent pas forcément compte qu'elles ont subi un grand stress, et peuvent minimiser ce qu'elles viennent de vivre. Elles peuvent en prendre conscience quelques semaines après l'événement.»*

*«J'étais sous le choc et j'ai super mal vécu ce moment, confirme Simone, mais après on a pu parler avec notre groupe, se rassurer, dormir quelques heures, et le lendemain je me sentais déjà mieux même si encore fatiguée. Pour le reste de l'action, je garde un ressenti positif.»*

Après une nuit à dormir sur le parking d'Alibaba, les militant·es quittent les lieux le dimanche à 13h, dans la bonne humeur. Après une manifestation encadrée dans le calme par la police, elles et ils sont accueillis à la gare de Liège-Bierset dans une ambiance festive par d'autres militant·es, venus les féliciter et apporter quelques victuailles. Puis petit à petit, chacun rentre chez soi, fatigué, mais satisfait d'avoir mené à bout cette troisième action.

Pour F. et les membres du *Sustainable Activism*, le travail n'est pas encore terminé. La semaine suivante, les membres du groupe organisent trois rencontres de débriefing avec les militant·es, pour revenir sur les événements de

l'action. Car, comme l'affirme F., parfois des symptômes psychologiques subviennent en latence, comme des cauchemars, des angoisses, un sentiment de stress, une grande émotivité. *«Quand il y a une confrontation avec la police, cela peut être une situation très stressante, qui pourrait avoir des conséquences psychologiques plusieurs jours après l'action.»* En général, ces symptômes disparaissent progressivement au bout de quelques semaines.

Lors de ces débriefings, chacun partage son expérience, ainsi que quelques conseils pour

retrouver une sérénité mentale: cuisiner, faire du sport, lire. *«Juste le fait de pouvoir parler avec des gens qui ont vécu la même chose que nous, cela fait partie de la guérison»,* explique F., réjouie que plusieurs activistes aient participé. Un numéro de téléphone est aussi mis à la disposition des militant·es, qui auraient besoin d'un soutien émotionnel.

Traumatisme ou non, plusieurs activistes comme Simone continueront leur en-

gagement militant, même si cela doit passer par la transgression de la loi. F. et son groupe seront aussi au rendez-vous à la prochaine action de Code Rouge, pour continuer de prendre soin de celles et ceux qui, inlassablement, se battent pour le climat, au péril de leur liberté.

## Un numéro de téléphone est mis à la disposition des militant·es, qui auraient besoin d'un soutien émotionnel.

Photos : Romain Sciacca

# J'apprends, donc je vote

*Elisabeth est chargée du Cours de Philosophie et Citoyenneté (CPC) à l'école Plurielle Maritime à Bruxelles. Elle enseigne la politique à des élèves qui devront bientôt voter. Face à elle se trouvent des jeunes qui, bien souvent, n'y connaissent rien en matière de politique belge. À cause d'un système complexe qui décourage, d'un manque de volonté ou d'intérêt. Elle cherche à leur montrer le lien entre actualité et politique afin que le jour J, ils aillent aux urnes en toute connaissance de cause.*

Par Lisa Crispi

**D**ans l'école d'Elisabeth, les professeurs n'ont pas de classe fixe. Ils se déplacent pour rejoindre leurs élèves. Cela permet de gagner un peu de temps. Du moins, c'est l'impression d'Elisabeth. Elle aimerait pourtant avoir sa propre classe. Pour la décorer : elle imagine des affiches d'associations avec des messages qui interpellent (#pasdrôle, «Balance les blagues racistes qui te font gerber et dis stop aux préjugés», par exemple), une bibliothèque remplie de livres de philosophie et de guides pédagogiques, des plantes vertes pour égayer la pièce, des reproductions d'œuvres d'art et bien sûr, des citations de philosophes célèbres sur tous les murs. Tout ce qui pourrait créer une ambiance relaxante et bienveillante dans sa classe de rêve.

L'enseignement : ce n'était pas nécessairement la vocation d'Elisabeth. Elle se voyait journaliste, mais s'est finalement dirigée vers le monde associatif. Des associations étudiantes, elle est passée au Forum des Jeunes.

d'un nouveau cours dans les programmes scolaires. Cela faisait déjà plusieurs années qu'on entendait parler de ce projet : créer un nouveau cours qui remplacerait les leçons de morale ou de religion. Parce que certains parents jugeaient que faire ce choix revenait à les obliger à afficher publiquement leurs convictions personnelles, au mépris de leur vie privée. Il aura fallu attendre 2016 pour que l'initiative se concrétise. Le cours de CPC – Cours de Philosophie et Citoyenneté. Tant de promesses dans ce nom l'ont séduite. La philosophie, elle adore. Aborder l'actualité, former à la citoyenneté, ça l'intéresse. Et cerise sur le gâteau : la perspective de travailler avec des jeunes. C'est décidé : redirection professionnelle, la voilà professeure de CPC à l'école Plurielle Maritime. Située à Molenbeek le long du canal, non loin de Tour & Taxis, cette école plaît bien à Elisabeth. Grâce à la pédagogie active promue par l'établissement, elle a découvert une façon d'enseigner qui implique les élèves. C'est donc un endroit qui semble parfait pour développer

## ***L'enseignement : ce n'était pas nécessairement la vocation d'Elisabeth. Elle se voyait journaliste.***

Chargée de projets, elle aimait s'occuper des animations dans les écoles, aider les jeunes à écrire des plaidoyers politiques pour leur montrer le fonctionnement interne des discours et surtout organiser les rencontres entre jeunes et politiques.

Après quelques années, elle pensait avoir fait le tour de ces activités quand s'est imposée l'idée

le cours de CPC. Les élèves sont habitués dès leur première secondaire à débattre et argumenter, à rechercher et questionner.

Mais tout n'est pas rose. Le cours ne compte qu'une heure par semaine. C'est peu. Très peu. Elisabeth n'a pas assez de temps pour travailler en profondeur ; elle a l'impression de ne pas être assez importante pour programmer des activités

d'envergure et des excursions. Ou alors il faut demander l'appui d'autres professeurs. Des collaborations naissent ainsi: *«Ce sont souvent les mêmes professeurs avec qui on travaille. Ceux de langues par exemple, parfois ceux d'histoire. Le plus souvent, ce sont les professeurs de français qui nous viennent en aide, qui nous complètent et nous appuient. Après tout, dans leur programme, ils doivent aussi traiter de l'actualité.»* Dans tous les cas, cela lui laisse un goût de trop peu. Alors, elle essaye d'en tirer le maximum.

Depuis quatre ans qu'elle donne ce cours, elle a vu passer quelques classes. Le programme reste le même, mais les élèves, eux, sont toujours différents. Pourtant, certaines choses ne semblent pas changer: *«Les élèves ne s'inté-*

Elle les stimule. Répartis en groupes, ils doivent se renseigner, analyser les programmes, décrypter les discours des partis. Elle observe leurs regards déterminés. Le bruit de ses pas se perd dans un bruit de fond parmi le bourdonnement des conversations. De temps en temps, un élève relève la tête et l'interpelle. Elle lui sourit et répond avec plaisir à ses questions. Son ton calme et avenant rassure. Avec elle, il n'y a pas de mauvaise ou de bête question. Les élèves savent qu'elle les prendra toujours au sérieux.

Elisabeth est heureuse quand elle arrive à capter leur attention. Quand ils se perdent dans leurs recherches. Elle aime cette thématique qui lui tient à cœur. La politique l'a toujours passionnée, l'enseigner est une chance pour elle.

## **« Les élèves ne s'intéressent plus à la politique, même les rhétos. Ils partent de nulle part. »**

Elisabeth, professeure

*ressent plus à la politique, même les rhétos. Ils partent de nulle part. Gauche, droite, c'est déjà compliqué pour eux. La plupart ne savaient même pas que c'est une année électorale.»*

Pourtant, l'enjeu démocratique et la politique constituent l'un des grands volets du programme de ce cours. Alors, pour les intéresser, l'enseignante provoque ses élèves. Elle dispose les bancs en cercle, d'abord: ainsi, ils pourront tous parler et débattre. *«Que savez-vous du système politique belge?»* La réponse globale de la classe: *«La politique, on n'y comprend rien, madame! C'est trop compliqué.»*

Une question semble cependant plus délicate à aborder. Un sujet qui bloque. Les extrêmes. Elle doit en parler. C'est une réalité politique. Mais il faut rester neutre. Face aux propos et programmes de certaines formations politiques, la neutralité a malgré tout ses limites. Elisabeth refuse d'éviter les sujets qui fâchent. Alors, dans son cours, ils trouvent leur place. Une place entourée de points d'exclamation. Pas forcément «danger»: plutôt «à prendre avec des pincettes». Il s'agit d'en parler pour mieux comprendre les risques que ces extrêmes représentent.

Le cours n'est pas nécessairement au goût de tous. Elle le sait. Les élèves sont indécis. Certains l'apprécient: «*C'est comme une pause pour nous. C'est plus calme et plus sympa que d'autres cours comme maths.*» D'autres n'en voient pas l'utilité: «*C'est juste un cours en plus. Un peu comme morale ou religion quoi.*» Alors, elle cherche des activités qui les intéresseront. Originales (mise en scène d'un clip de parti) ou plus classiques (présentation orale). Même lorsque le sujet leur semble ennuyeux, elle trouve la manière de les faire réagir. «*Qu'est-ce qu'ils aiment découvrir les scandales!*»

«Speed-dating politique»: c'est le nom de sa dernière activité en date. Les représentants de six partis politiques belges francophones réunis dans le réfectoire de l'école. Elisabeth a mis tout en place pour que ses élèves puissent poser directement leurs questions aux invités. Six tables placées aux six coins de la grande salle. Sur chacune d'entre elles, le nom du parti suivi de celui du représentant. MR, PS, Ecolo, PTB, Défi et Les Engagés: faites votre choix. Les élèves se déplacent de table en table. Ils ont été à bonne école: ils ne se laisseront sans doute pas séduire par la rhétorique bien huilée des politiques qui essayent de les charmer. Ils ont appris à reconnaître les stratégies

déployées pour attirer la sympathie. Ils ne prennent pas tout ce qu'on leur dit pour argent comptant. Elisabeth sourit en les supervisant. Elle les voit poser des questions, préparer des réparties, prendre des notes. L'horloge tourne et le temps file.

La porte se ferme sur sa classe et le chapitre du cours. L'enseignante fait au mieux pour préparer ses élèves à ce vote qui arrive doucement. Même si cela prend du temps. La preuve: elle travaille avec eux depuis septembre et vient à peine de finir son programme. Elle veut être sûre qu'ils puissent se repérer dans ce monde où leur voix comptera bientôt. «*En tant que professeure, j'espère que je leur aurai appris quelque chose. J'espère qu'ils iront voter en toute conscience. Et surtout, j'espère qu'ils auront compris l'importance d'aller voter.*» Au fond, elle espère les avoir un peu inspirés en leur donnant un maximum de clés. La suite ne dépend pas d'elle. Après, ils seront seuls face au choix dans l'isoloir.

**« En tant que professeure, j'espère que je leur aurai appris quelque chose. J'espère qu'ils iront voter en toute conscience. Et surtout, j'espère qu'ils auront compris l'importance d'aller voter. »**

Elisabeth, professeure

# Un sanctuaire masculin

*Dans les cercles fermés de la Table ronde, des hommes, réunis autour d'une table, discutent de leurs préoccupations, dans une ambiance souvent débridée. Ce club, exclusivement masculin, offre un refuge à plus de 2.500 membres en Belgique. Entre préjugés et fraternité.*

Par Clotilde Vallée

*«Nous sommes très vrais entre nous. Malgré le fait que je ne connaissais qu'un seul ket, je me suis directement senti comme chez moi.» Bertrand Petit a 28 ans et il est membre de la Table Ronde depuis 2016. La découverte de ce club a changé sa vie, il a pu se créer un réseau et s'épanouir en compagnie de ses semblables. «Développer l'amitié entre jeunes hommes à travers leurs occupations professionnelles et sociales», «Encourager l'activité et le sens des responsabilités en cultivant les idéaux les plus élevés, tant dans le domaine civique que professionnel»: voilà quelques un des objectifs de la Table Ronde, un club né en Angleterre en 1927 sur des fondements d'idéaux nobles et chevaleresques et enraciné en Belgique depuis 1957. Leurs réunions ont lieu minimum deux fois par mois dans un restaurant ou dans une salle louée*

à cet effet. À Braine-le-Comte, on commence ces rencontres par la récitation des buts, tous en cœur et de façon solennelle. Le président de la zone fait un discours pour parler de tout et de rien, des leçons d'histoire, d'actualité. Bien sûr, c'est de la rigolade: *«vu qu'on ne peut plus rire de tout autant rire entre nous»*, déclare Christian Legein, président de la zone Braine-le-Comte et alentours. S'en suit, «l'ouverture officielle» de la rencontre, en trinquant à la santé de tous les hommes présents et absents. Trinquen, ils le font au moins une dizaine de fois par réunion avec de la bière (spéciale, *«on ne boit pas de la pisse de vache»*) ou du vin, rouge ou blanc – à votre guise. L'alcool coule à flot et délie les langues présentes qui faisaient au départ bonne figure devant ma petite personne. Puis, les transformations opèrent.

Même si les discussions politiques sont interdites au sein de la Table, pour la zone de Braine-le-Comte, l'actualité reste un sujet de conversation prenant: «*Tu as vu les dernières infos? Quand même, ce gros naze de Connor Rousseau, il n'est pas très malin. En tant qu'homme politique je ne me permettrais jamais d'avoir ces propos publiquement, même si bon je suis d'accord avec lui*», déclare un des membres de la Table avant de se faire taper l'épaule par son collègue qui me pointe du doigt. Connor Rousseau, ancien président du parti socialiste flamand, a été écarté pour avoir eu des propos racistes, filmés. Cette réflexion par le membre de la Table n'aurait peut-être pas été faite si un homme de couleur était présent lors de ces rencontres. En effet, la zone de Braine est composée uniquement d'hommes blancs, cisgenres et hétérosexuels. Du moins, c'est ce qu'ils déclarent tous!

La plupart sont issus du monde universitaire et sont habitués des bizutages. «*J'ai fait mon baptême étudiant*», justifie Bertrand Petit, ancien étudiant de Solvay, «*je suis donc habitué des périodes de bleusailles*». Par période de bleusailles, il entend la période que subissent les aspirants «*tableurs*» avant de rejoindre le club. «*Cette période dure deux mois, durant laquelle on les embête, on les questionne sur leurs motivations à rejoindre la Table. Mais aussi sur leurs valeurs, si elles ne correspondent pas à celles du club cela peut être un frein à leur admission. Et quand je dis que nous les embêtons, c'est gentiment quand même. Mais nous sommes des hommes, il faut parfois savoir où se trouvent nos limites et pour cela nous devons les tester*», explique un tableur qui a souhaité garder l'anonymat pour une raison qu'il n'a pas souhaité justifier.

### **Pas de «gnagnani gnagna»**

La plupart des tableurs travaille dans les assurances, dans le monde économique, sont avocats ou architectes. Un jeune bagage universitaire sous le bras, beaucoup ont intégré la table quelques années après avoir reçu leur diplôme. D'après Fabian Demoulin, président national, cela leur permet d'avoir pendant ces quelques années après leur diplôme, acquis de

l'expérience et de la maturité pour rejoindre le club. De plus, le fait d'avoir un métier avec un salaire plus que correct est nécessaire.

La Table Ronde est un club pour les hommes de 18 à 41 ans. Ensuite, les tableurs sont invités à rejoindre le Club 41, une même organisation pour les «plus âgés». La jeunesse est un des points d'attraction du club: «*C'est ce qui m'a directement attiré lorsqu'on m'a vendu la Table Ronde; un club uniquement réservé pour jeunes hommes jusque 41 ans, quel bonheur de se retrouver là-dedans, avec des personnes ayant les mêmes points d'encrage et les mêmes problèmes*», confie Dominique Delaunois, tableur depuis 10 ans.

Se retrouver entre hommes est aussi quelque chose qui porte de l'intérêt: «*Les filles vont boire un verre entre elles et gnagnagni et gnagna. Nous, les hommes nous ne faisons pas cela. C'est surprenant de trouver des hommes en terrasse pour discuter, ce n'est pas socialement acceptable*», explique Bertrand Petit, qui n'est pas pour la mixité au sein du club: «*Je suis célibataire donc je ne rencontre pas encore ce problème mais c'est vrai que beaucoup de tableurs sont différents lorsqu'ils sont, ou pas, en présence de leur femme. C'est pourquoi la Table doit rester uniquement pour les hommes. Et puis cette volonté de devoir toujours tout mélanger alors que ces féministes ne souhaitent pas nous avoir avec elles, c'est absurde!*». Absurde selon lui mais pas pour la Table Ronde, surtout lorsqu'on apprend qu'il existe une cellule pour les femmes au sein de l'organisation, appelée «les Ladies».

### **Les Ladies**

Une appellation très distinguée pour l'équivalent féminin de la Table Ronde. Les Ladies ont vu le jour en Belgique dans les années 1970. Clotilde Wauthoz, présidente du club féminin pour la zone Braine-le-Comte/Bruxelles explique que le «Ladies Club» a été créé, comme son homonyme, en Angleterre. Les femmes des tableurs trouvaient cela injuste que les hommes aient leur propre club alors elles ont décidé de créer le leur. Le concept est censé être le

même : développer l'amitié, récolter de l'argent pour une association, débattre et passer du bon temps entre elles. *« J'apprécie le fait de me retrouver entre femmes, nous avons beaucoup de force lorsque nous sommes en groupe. Nous nous sentons moins seules dans notre train-train quotidien »,* confie Catherine Bourrez, membre fidèle du Ladies Club depuis 2003.

La plupart des femmes qui composent le Ladies Club sont des épouses, compagnes des tableurs faisant déjà partie de la Table Ronde ou du Club 41. Elles travaillent, ont des enfants et doivent gérer énormément de choses. Leur club devient alors une bouffée d'air, un moment de repos : *« Ce n'est pas vraiment un secret, une femme a énormément de charge mentale ; elle doit gérer les enfants, la maison, le boulot, le mari qui rentre bourré de ses réunions, pour ma part »,* explique en riant Clotilde Wauthoz. *« Les Ladies sont devenues pour moi un moment de repos lors duquel je me sens utile et surtout où je peux un peu parler de mon quotidien avec des femmes qui comprennent ce que je vis. »*

Lorsque je les interroge sur les activités des tableurs, ces dernières me répondent qu'elles ne savent pas trop ce qu'il s'y passe, malgré le fait qu'elles ont leur petite idée : des débats houleux, un peu bancals sur la société. *« Nous savons comment sont nos hommes, heureusement pour nous, ils ne sont pas les mêmes dans la vie tous les jours. Peut-être qu'eux aussi ont besoin de se lâcher »,* raconte Catherine Bourrez. *« Après ils peuvent quand même se lâcher de façon respectueuse, mon mari me raconte beaucoup de choses à propos de ses réunions. Lui, reste correct mais il est éclairé sur le fait que certains sont parfois borderline »,* témoigne Diana Vandenbosch.

Son mari, Louis Vandenbosch, est un des tableurs « éclairés » qui sait que parfois les débats et les discussions ne sont pas de bon goût. Selon lui, avoir certains discours anti-femmes, racistes... n'est pas quelque chose de correct. Il lui arrive de se disputer avec ses collègues et espère que ces échanges pourront faire changer la mentalité des tableurs de sa zone. *« Parfois, c'est en étant en*

*contact avec les bonnes personnes que les mentalités changent, c'est ce que j'essaie de faire avec quelques tableurs »,* espère Louis Vandenbosch.

### « Mais on rigole ! »

*« Mais c'est de l'humour Louis, le second degré n'est pas qu'une température »,* rigole un des tableurs en écoutant notre conversation – « humour », un mot qu'ils adorent utiliser pour justifier certains propos. *« En 2024, nous ne pouvons plus rigoler de rien. Avec cette génération de woke, d'éveillés, je ne sais pas quel terme vous utilisez, nous devons faire attention à tout ce que nous disons. C'est tellement fatigant de se comporter ainsi au travail et dans la vie de tous les jours. Donc oui, une fois autour de la Table ronde, je me lâche et je retire les filtres du quotidien. »* Retirer les filtres du quotidien, quelle belle expression pour exprimer les débats autour de cette table qui n'est jamais ronde !

*« Nous sommes très vrais entre nous, nous sommes francs et honnêtes. Cela me fait beaucoup penser à lorsque j'étais scout. Nous pouvions rire et discuter de tout sans se sentir jugés »,* se souvient Bertrand Petit. Les mouvements de jeunesse, ces « Années Lumières » pour certains, qui ont voulu retrouver cette liberté. C'est au sein de la Table Ronde qu'ils ont pu récupérer cette jouvence. *« Je me sens jeune quand je suis avec mes camarades, on se commémore les années d'université, nos coups et nos conquêtes. »* Pourquoi les conquêtes ? *« Parce que c'est grâce à elles que nous sommes devenus des hommes. »*

Il y a les débats mais pas seulement, il y aussi le financement de projets altruistes. Au niveau national, il y a deux projets importants qui doivent être soutenus obligatoirement : l'opération Sandwich et le projet Pro-Peyresq.

L'opération sandwich incite les Tables belges à remplacer un repas de réunion par des sandwiches. Le montant habituel des repas est versé à un fonds spécial destiné à des actions philanthropiques ou sociales. Chaque tableur contribue à hauteur de 20 euros par repas, indépendamment de sa présence à la réunion.

Les fonds collectés financent des projets de service communautaire, soumis par les Tables et évalués par la Round Table Belgium (RTB).

L'Opération Peyresq invite les Tables à accompagner une association aidant des jeunes en difficulté, que ce soit au village de Peyresq (dans le sud de la France) ou ailleurs. L'objectif est d'offrir à ces jeunes une expérience de vie en plein air et de promouvoir les valeurs de la Table Ronde en Belgique en venant en aide à une population défavorisée de manière originale.

« Ces projets nous tiennent à cœur, ils nous permettent d'avoir un but à nos réunions et d'aider ceux dans le besoin », confie Fabian Demoulin. « Je sais que parfois nous exagérons dans nos propos mais nous restons des êtres humains voulant aider leur prochain. » En plus de ces projets dépendant de la Round Table Belgium, chaque zone de Table peut s'approprier un projet supplémentaire, indépendant. « Nous choisissons une association que nous finançons grâce à des événements que nous organisons. Cela varie entre des dégustations de vin, des concerts ou des ventes aux enchères », renchérit Fabian Demoulin. Ces événements sont ouverts aux personnes fortunées souhaitant ouvrir leur portefeuille.

### Money, Money, Money

L'argent, un mot important pour la Round Table Belgium: « Les Tables Rondes ne sont pas accessibles à tout le monde. Il faut avoir un certain bagage financier pour pouvoir suivre correctement les réunions, pour aider aux financements des projets et des voyages organisés », détaille Christian Legein. Les réunions coûtent en moyenne 60 euros voir plus en fonction de l'endroit où les tableurs se retrouvent. Que ce soit au restaurant ou dans une salle louée, les réunions restent onéreuses. C'est pour ça que le métier du tableur doit lui permettre de suivre, financièrement. « Je n'ai rien contre les chômeurs mais c'est clair qu'avec ce qu'ils gagnent par mois, ils ne pourraient pas se permettre de financer nos deux réunions par mois et le reste. Quoique, ils peuvent gagner parfois plus que nous, sans même rien faire c'est honteux », râle Bertrand Petit.

Les voyages organisés sont des périple où les tableurs et les ladies, lorsqu'elles sont invitées, vont se rencontrer dans le monde entier: « Nous allons partout dans le monde grâce à la Table Ronde, nous avons été en Egypte, au Maroc, en Inde, en Irlande » relate Clotilde Wauthoz. Grâce à ces voyages, les ladies et les tableurs peuvent se créer un réseau et créer des amitiés, qui est pour rappel, une des valeurs du mouvement. « C'est une chance de pouvoir rencontrer les différents tableurs, de voir que, malgré la différence de culture, les idées sont partagées. Ainsi que les rites qui unissent les différents tableurs. » Par rites, Christian Legein parle des passations de postes. En effet, tous les ans, les postes à responsabilités sont votés par les tableurs de la zone et un écusson est donné à celui qui obtient un poste. Cet écusson est alors accroché sur un « collier », une espèce de médaille chevaleresque que les tableurs portent autour du cou. « Les couleurs et la forme des médailles varient d'un pays à l'autre. Par exemple, au Maroc les médailles sont en forme d'étoile alors que chez nous, elles sont simplement rondes. Cette forme représente l'unicité entre les tableurs. » Une différence culturelle qui n'a, pour le coup, pas l'air de déranger par rapport aux propos racistes qui peuvent fuser lors des réunions: « les tableurs du monde entier sont forcément des gens bien, dans ce cas l'origine n'a peu d'importance », plaisante un tableur qui a souhaité garder l'anonymat.

Au sein de cette Table Ronde, un paradoxe persiste: celui de la masculinité toxique. George R.R Martin, auteur de la saga Games Of Throne, a dit: « Les femmes se soutiennent mutuellement. Les hommes se taquent mutuellement. » Et n'hésitent visiblement pas à taquiner le monde entier. Les valeurs d'amitié et de responsabilité prônées, certains comportements et discours révèlent une mentalité figée dans des stéréotypes dépassés. Entre rires et discussions, l'ombre de la discrimination et du sexisme plane, rappelant que même autour d'une simple table ronde, il reste des batailles à mener pour une véritable égalité et inclusivité.



# Poids Carcasse

Rencontre avec les Marion,  
couple d'éleveurs bovins

Par Jeanne Pastre



*Claude Marion n'a que 17 ans lorsqu'il reprend la ferme de son père. Avec l'aide de sa femme Kathia, il se lance dans l'élevage bovin biologique. Hormis l'abattage, tout est fait sur place. Du vêlage à la vente des colis de viande en circuit court, le quotidien des Marion c'est leurs 170 vaches.*

**G**are de Rochefort - Jemelle, 8h10. J'ai loupé le bus qui devait me conduire à Wavreille. Le prochain n'est qu'à 17 heures. Heureusement, quelques minutes plus tard, Claude Marion est là, dans son berlingo blanc, une cigarette sans filtre roulée « à la campagnarde » au coin des lèvres.

Après trois minutes de route, une odeur âcre s'infiltré dans la camionnette. Nous sommes arrivés à l'étable avec sa centaine de Blondes d'Aquitaine. Une grande statue de la vierge nous accueille. La mère de Claude était une fervente catholique: « Avec elle c'était la religion au pied de la lettre », confie-t-il.

Autour d'une tasse de café, Claude me présente sa femme, Kathia. Elle s'occupe de la boucherie et des papiers. « Le problème c'est qu'on est devenu un métier administratif. Si on veut traiter un veau qui a la grippe on doit marquer le numéro de lot du produit, la quantité, le nombre de jours... ». Entre la complexification des tâches administratives et le radar indiscret des contrôles par satellites - utilisés pour soulager le travail des agents physiques -, le couple de fermiers ne peut se permettre de retarder la déclaration des naissances des veaux ou de déroger aux dates strictes d'épandage.

La pause est finie, chacun reprend ses tâches. S'ils travaillent au même endroit, les Marion ne

se croisent presque jamais. À la ferme il n'y a pas d'horaires, pas de vacances et, surtout, pas de pause qui s'éternise.

Kathia remet sa charlotte et s'engouffre dans le couloir qui sépare la maison de l'étable. Elle ouvre une première porte blanche immaculée sur un espace boucherie, puis une seconde sur une pièce réfrigérée.

Une carcasse de 400 kilos pend devant nous. « C'est la bête qui est passée à l'abattoir, on a tiré les intestins, la peau, la tête et tout ça. Ici il y a 400 kilos poids carcasse. On nous l'achète 1,50 euro le kilo », m'explique Kathia. 1,50 euro le kilo pour une vache, élevée, nourrie, et soignée pendant deux ans...

Sur ces informations, je quitte Kathia pour rejoindre Claude. Il caresse la tête d'une vache qui s'apprête à mettre bas. Je suis aux premières loges. Je vois le bras de Claude à l'intérieur de la vache, les cordes qu'il attache aux pattes du veau, la force qu'il met quand il essaie de l'extirper de sa mère, la poche des eaux, les pattes qui sortent, la tête, le buste, et enfin, sa chute sur la paille.

Le lendemain, une seconde vache vêle mais le veau n'arrive pas à sortir. Kathia sort de la boucherie pour indiquer l'heure à son mari. Nous devons nous dépêcher: l'abattoir n'accepte plus les vaches une fois neuf heures passées.

N°1: 6h46. La première cigarette se fume dans le silence.

N°2: La vierge en guise d'accueil à la ferme Marion.

N°3: Juste après le vêlage, la vache lèche son veau pour le stimuler.

N°4: « Claude crie « fille » pour appeler ses vaches. Elles arrivent en galopant pour manger »

N°5: Désinfection et nettoyage de la bétailière devant l'abattoir.

N°6: Dernier trajet pour la vache à la boucle d'oreille numérotée 3667.

N°7: 48 heures après, les Marion récupèrent la carcasse de l'animal.







# Biographies



## Louis Borms

Grand fan de sport mais surtout, de cinéma, je prends un malin plaisir à me lancer dans des critiques et analyses de ces domaines tout en gardant une plume taquine. Si ce que j'ai écrit vous a plu, faites-moi signe!

[louborms@gmail.com](mailto:louborms@gmail.com)



## Maud Carlier d'Odeigne

Après une formation en anthropologie, je suis notamment passée par On n'est pas couché sur France 2 et par Livrés à domicile sur la RTBF. A trente ans, j'ai repris des études en journalisme pour m'ouvrir les portes de la presse écrite.

[m.carlierdodeigne@gmail.com](mailto:m.carlierdodeigne@gmail.com) / +32 474 09 82 41



## Lisa Crispi

Je suis étudiante en Master de langues et lettres françaises et romanes, finalité Ecritures et Littérature. Geek à mes heures perdues, je suis également une grande passionnée de sensations fortes. Ma plus grande passion est et restera cependant la littérature.



## Camille Djoumou

Je suis en Master en langues et lettres françaises et romanes. Je suis aussi chanteuse à mes heures perdues, et lectrice à mes heures trouvées.



## Jeanne Hoste

À 22 ans, j'aime découvrir de nouvelles facettes du quotidien et le journalisme est un métier parfait pour m'ouvrir à de nouveaux horizons. Je suis attirée par le journalisme écrit, surtout lorsqu'il aborde des sujets sociétaux ou du quotidien.

[hoste.jeanne@outlook.fr](mailto:hoste.jeanne@outlook.fr) / Insta: [jeannehoste\\_](#)



## Alexandre Huwart

Je suis étudiant en langues et en lettres françaises et romanes. J'ai toujours été intéressé par l'engagement politique dans les arts et les médias.

Mon mémoire porte sur la réappropriation de la littérature utopiste par les anarchistes.



## Solène Jaillais

Entre la Belgique et la France, un pied dans le journalisme local, l'autre dans la presse satirique. Mes dadas : l'immigration, la mobilité, les clivages entre villes et campagnes... le bon vin et le blues! [solene.jaillais@gmail.com](mailto:solene.jaillais@gmail.com) / +33 7 84 37 94 82



### **Cham Latch**

J'ai 27 ans et je ne suis pas faite pour écrire sur moi-même, alors voici une citation : « Le bruit créé par le journalisme jaune ; Le choix fait en faveur de quelqu'un ; À quoi bon se battre entre nous » (*Polar Night*, Agust D)



### **Valentine Libert**

Je suis en Master d'Écritures et Littératures. J'aurai 24 ans dans quelques semaines, mais prétendons que j'en ai encore 19. Je suis passionnée de danse classique et de musique, et je ne veux rien faire d'autre dans ma vie que voyager et écrire. J'ai donc intérêt à produire un best-seller dès le début de ma carrière.



### **Lila Maitre**

Après avoir travaillé comme journaliste au sein du Journal Métro à Montréal, j'ai troqué la neige pour la pluie en intégrant le Master en journalisme narratif à l'ULB. J'ai un grand intérêt pour les sujets sociétaux et environnementaux, tant en presse écrite qu'en radio. [lilamaitre@gmail.com](mailto:lilamaitre@gmail.com)



### **Jeanne Pastre**

Septembre 2022. C'est l'heure de la réinscription à l'ULB! Alors que le menu déroulant de l'université virtuelle me propose « sciences politiques - relations internationales », suite logique au bachelier que je viens de finir, mon index décide de cliquer sur « master en journalisme ». Voici comment commence l'histoire des plus belles années d'études de ma vie! Insta: [jeanpestr](https://www.instagram.com/jeanpestr)



### **Nicolas Preumont**

Passionné par la littérature, écrivain amateur et lecteur assidu. Du jeu vidéo au powerlifting mais surtout fasciné par l'étrange, j'aime explorer les terrains les plus hétéroclites. Prêt à tout remettre en question, il m'arrive cependant parfois de me perdre en conjectures.



### **Romain Sciacca**

Je suis initialement travailleur social et photographe autodidacte. Au croisement de ces compétences, et en accord avec les valeurs d'intérêt public, se trouve le journalisme. J'ai un intérêt marqué pour les réalités sociales particulières et les terrains éprouvants. [romain.sciacca@outlook.com](mailto:romain.sciacca@outlook.com) / Insta: [@\\_sci.rom\\_](https://www.instagram.com/_sci.rom_)



### **Clotilde Vallée**

La dernière bio que j'ai dû faire, c'était en secondaire au cours de néerlandais. Certaines choses n'ont pas évolué: je suis toujours accro aux pommes pot' et je veux toujours la justice pour celles qui n'y ont pas accès. C'est pour ça que je me suis lancée dans le journalisme. [clotilde.vallee@outlook.be](mailto:clotilde.vallee@outlook.be) / +32497388875



### **Aurore Wion**

À 22 ans, je m'appête à quitter le monde étudiant avec, en main, un diplôme en traduction-interprétation et bientôt un master en journalisme. Ce que j'aime particulièrement avec ce métier, c'est le rôle de transmetteur de la parole qui nous est confié. Surtout, la parole de ceux que l'on entend moins [aurore1418@hotmail.com](mailto:aurore1418@hotmail.com) / Insta: [aurorewion](https://www.instagram.com/aurorewion)

Publication réalisée par des étudiants de master 2 en journalisme et en langues et littératures française et romanes, finalité « écritures et littératures » (ULB), au cours d'un atelier de réalisations éditoriales encadré par Laurence Brogniez, Céline Gautier et Gaël Turine

*Louis Borms, Maud Carlier d'Odeigne, Lisa Crispi, Camille Djoumou, Jeanne Hoste, Alexandre Huwart, Solène Jaillais, Cham Latch, Valentine Libert, Lila Maitre, Jeanne Pastre, Nicolas Preumont, Romain Sciacca, Clotilde Vallée et Aurore Wion.*

---

Le graphisme de ce mook a été réalisé  
par Sébastien Gairaud  
[www.sebastiengairaud.be](http://www.sebastiengairaud.be)

---



The logo for ULB (Université libre de Bruxelles) is a solid blue square with the letters 'ULB' in white, bold, sans-serif font centered within it.